



62B

8122-3-1-94

VOL 3

UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -
MANITOBA
SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
MANITOBA
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS

SPECIAL AGREEMENT - FRANCOPHONE
SCHOOL GOVERNANCE

ENTENTE SPÉCIALE - GESTION DES
ÉCOLES FRANÇAISES



7540-CH-502-0870

12457-01-306-00/0

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62E 8122-3-1-94
VOL 3

62B 8122-3-1-94
VOL 3

001550



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM
À COMPTER DU

1994-03-31

TO
JUSQU'AU

1994-11-14

AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

FILE NO. - DOSSIER N°

VOLUME

AVIS\RECOMMANDATION AU MINISTRE

SUJET - ISSUE

DATE: le 14 novembre 1994

Manitoba : signature de l'entente spéciale sur la gestion scolaire

NOUVEAU

RENSEIGNEMENTS - BACKGROUND

- Le 5 novembre 1994 à Winnipeg, vous avez conclu une entente spéciale sur la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Manitoba, avec le ministre responsable des services de langue française, M. Darren Praznik.
- Vous en avez fait l'annonce le soir même, lors de la soirée des prix Riel à Winnipeg. Le texte de l'entente a été rendu public le lundi suivant (le 7 novembre) et envoyé par le gouvernement provincial aux principaux groupes intéressés.
- L'éditorial de *La Liberté* (ci-joint) s'inquiète de ce que le gouvernement provincial ne verse pas sa part des fonds prévus. On cite le ministre de l'Éducation, M. Clayton Manness, qui aurait affirmé que la province n'entendait pas verser 15 millions et qu'il se préparait à «réagir publiquement à l'annonce». On cite également le président de la commission scolaire francophone, qui dit craindre de ne pas être consulté sur son financement.
- Le texte de l'entente prévoit clairement que le Manitoba contribuera une somme au moins équivalente à la subvention fédérale (art. 4.1). Toutefois, il ne s'agit pas nécessairement «d'argent neuf» car il peut s'agir des sommes normales prévues pour le fonctionnement des écoles publiques de la minorité. L'entente prévoit également que la province continuera de consulter la commission scolaire francophone relativement aux programmes éducatifs prévus dans l'entente (art. 14.1).

SOURCE *La Liberté* des 11 au 17 novembre 1994

RÉPONSE PROPOSÉE - SUGGESTED REPLY

- Je suis très heureux d'avoir conclu une entente sur la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Manitoba. Le gouvernement fédéral versera 15 millions de dollars sur cinq ans dans le cadre de cette entente.
- La province contribue de façon substantielle à la mise en oeuvre de la gestion scolaire. Ainsi, elle a pris à sa charge les sommes requises pour le démarrage du conseil scolaire.
- Dans le cadre de l'entente, la province s'engage aussi à contribuer une somme au moins équivalente à la contribution fédérale pour le fonctionnement des écoles publiques de la minorité, en sus de ce qu'elle verse déjà en vertu d'autres ententes fédérales-provinciales.
- L'entente prévoit en outre que la communauté, y compris ses représentants scolaires élus, seront consultés sur la mise en oeuvre des programmes.
- Grâce à la modification de la loi scolaire provinciale l'an dernier et à cette entente, les francophones du Manitoba franchissent les dernières étapes qui les conduiront à la gestion réelle de leur éducation et au respect intégral des droits scolaires que leur reconnaît l'article 23 de la Charte.

PRÉPARÉ PAR/PREPARED BY
Yvan M. Déry
PACI/DGPALO/CIC
Tél./tel. 953-8478

DIRECTEUR/DIRECTOR
Hilaire Lemoine
DGPALO/CIC
Tél./tel. 994-0943

SMA/ADM
Roger Collet
SMACIC

ÉDITORIAL

L'argent pour former des bilingues

L'année scolaire est déjà entamée depuis plus de deux mois, et la Division scolaire franco-manitobaine attend toujours son financement de base. Elle a demandé la somme de 26 millions \$ en avril dernier.

Voilà que le fédéral, lui, annonce sans faire de bruit un octroi de 15 millions \$ sur cinq ans dans une entente à parts égales avec le Manitoba pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire.

On a choisi de signer l'entente à huis clos et d'en faire l'annonce lors du Gala des prix Riel, alors que la signature d'une entente du genre se ferait normalement devant public charmé et caméras roulantes.

C'est vrai que le groupe du ministre Clayton Manness se prépare à retourner aux urnes et que le Sun de Winnipeg s'est récemment montré plutôt méchant quant ça vient aux "frog dollars".

Mais est-ce admissible que le ministre fédéral Michel Dupuy ait joué le jeu? C'est vrai qu'il avait déjà reçu assez d'oeufs crus au cours de la semaine pour une intervention douteuse auprès du CRTC en faveur d'un de ses électeurs.

La province donnera-t-elle sa part? Clayton Manness nie que ce sera 15 millions \$. Il se prépare à réagir publiquement à l'annonce, précisant que «le ministre fédéral a fait une déclaration qui dépasse le cadre de l'entente».

Il reste que cette annonce a son importance, et que les principaux intéressés, les commissaires de la DSFM, n'ont pas été invités à l'événement. Ils ont appris la nouvelle comme tout le monde. Merci beaucoup, monsieur le ministre. (Il faut être poli quand on reçoit de l'argent!)

C'est vrai que si l'annonce avait été faite au cours de l'assemblée de la Société franco-manitobaine, il y aurait peut-être eu des questions...

«On ne s'attendait pas à être à la signature, admet cependant le président Louis Tétrault. Au printemps, quand on a demandé d'être présent dans ce dossier, on s'est fait dire que ce n'était pas notre place, qu'on connaissait déjà nos priorités.

«Dans l'entente, ils parlent d'une consultation intensive avec la communauté, poursuit le président. Ce n'est pas avec nous qu'elle a eu lieu!»

Tout cela augure assez mal pour l'annonce à venir du financement de base de la DSFM. Les commissaires et les administrateurs sont déjà très inquiets. Et on serait étonné que la consultation s'intensifie à la dernière minute.

La DSFM a donc demandé de rencontrer le ministre d'urgence, pour connaître les intentions budgétaires du gouvernement. Il serait en effet inacceptable à ce point de se voir imposé un budget insuffisant. Car il convient de donner des moyens équitables à une nouvelle division scolaire, surtout si elle est francophone.

Si on veut attirer ici des entreprises dans le secteur des communications, qui demandent du personnel bilingue, il est urgent que tous les ministres saisissent l'importance à long terme de l'éducation dans la communauté francophone.

Jean-Pierre DUBÉ

JEL

t du tunnel?



Archives La Liberté

rise Saint-Boniface a exigé de son prêt de 78 905 \$.

général. Ça mange les ressources financières et humaines de la radio. Notre objectif est de réduire la dette à zéro, en une année si possible.»

Pour atteindre ce but, CKXL mise surtout sur l'augmentation des revenus publicitaires. «Les revenus de publicité ont augmenté de 25 % par an depuis trois ans, affirme Christian LaRoche. Et je suis certain qu'on n'a pas atteint la limite. On n'a pas mis tous les outils en place pour y parvenir.»

À l'heure actuelle, la publicité, les contributions des membres et les collectes de fonds fournissent environ 60 % du budget d'opération de la radio. Les 100 000 \$ restants proviennent de l'Entente

Canada-Manitoba. Cette entente est valable pour quatre ans encore, mais rien ne garantit que CKXL continuera de recevoir le même montant chaque année.

Sur les 300 à 350 annonceurs actuels de la radio, environ 80 % sont des institutions ou des commerces locaux. Christian LaRoche, qui s'occupe lui-même de la publicité, voudrait donc «traverser la rivière» et recruter de nouveaux annonceurs anglophones. «L'avantage avec eux, c'est qu'ils annoncent à coups de 2 ou 3 000 \$.»

Les arguments de vente de la Radio communautaire: 18 000 personnes qui l'écoutent au moins deux heures par semaine (d'après une étude effectuée il y a quelques mois), et une popularité grandissante auprès du public anglophone.

«L'émission de "Dance music", diffusée le vendredi soir, y a beaucoup contribué. On est la seule radio à Winnipeg qui diffuse ce genre de musique. À chaque émission, on reçoit une trentaine d'appels d'anglophones qui font des demandes spéciales. Une radio anglaise a même changé sa programmation pour inclure une émission semblable!»

Les exigences financières de CKXL l'obligeront-elle à modifier sa programmation pour répondre aux attentes du marché anglophone, voire à inclure des émissions en anglais? «Ce n'est ni dans notre licence, ni dans notre mandat, et ce serait dangereux, répond Christian LaRoche. Il ne faut pas oublier qu'on est là pour les générations futures, pour créer une habitude dans la population francophone. On peut bien faire les choses en français.»

Christian LaRoche s'engage aussi à maintenir la programmation actuelle, avec cinq employé(e)s à temps plein et une quarantaine de bénévoles qui assurent 120 heures de diffusion par semaine.

«Si on s'aperçoit que notre «plan A» ne marche pas, on sera bien obligé de trouver un autre format. Mais on ne veut pas devenir une radio satellite qui diffuse de temps en temps, ni une sorte de Radio-Canada musicale.»

Laurent GIMENEZ

(1) Les 400 billets loto-voyage, vendu à 150 \$ chacun, permettent de gagner un voyage d'une semaine pour deux dans le Sud (valeur de 2 000 \$). Les noms des 12 gagnants seront tirés au sort une fois par mois à partir de janvier prochain. Ceux qui achètent leur billet avant le 1er décembre participeront à un 13e tirage.

001554

Rectificatif

Dans le cadre de l'Action de grâces, un groupe d'étudiants et de parents de Notre-Dame-de-Lourdes ont fait une contribution au centre de Mère Teresa de Winnipeg. Il s'agissait d'un camion plein de produits des jardins et des champs, et non d'un panier, comme on l'a écrit dans La Liberté du 28 octobre au 3 novembre 1994.

EDITORIAL

To: ^{P.S.} ~~Michael O'Keefe~~
Paula

~~953-9353~~
→ 953-9353
From Esme
6/9/68
Bhaskar

L'argent pour former des bilingues

Jean-Pierre DUBOIS

[illegible]

Les pauvres lisent plus

Toronto - L'application de la TPS sur les livres frappe plus durement les familles à faible revenu, selon la Coalition contre les taxes sur les livres.

Citant un rapport de Statistique Canada, la Coalition souligne que les familles ayant un revenu inférieur à 20 000 \$ dépensent 0,8 % de leur revenu sur les livres et les revues, tandis que le chiffre passe à 0,5 % chez les familles ayant un revenu de plus de 35 000 \$. La réalité écarte donc la croyance des conservateurs pour qui la lecture serait un passe-temps de l'élite.

De l'aide aux radios

Ottawa - Quatre radios communautaires francophones de l'Ontario ont reçu un total de 100 000 \$ d'aide financière de leur province pour les aider à s'implanter dans leur milieu. Les jeunes radios de Cornwall, Kapuskasing, Hearst et de Peneanguishene ont chacune reçu une somme de 25 000 \$.

Le déficit antitobain

Winnipeg - Le ministre des Finances, Eric Stefanson, veut de publier le rapport annuel de la province pour le premier quart de l'année. Entre le 1er avril et le 30 juin, le total des dépenses se chiffre à 1,34 milliards \$, mais que les revenus

La DSLF réunira environ 4 600 écoliers en septembre 1994

Les travaux du Comité Monnin «avancent» rapidement

Une moyenne de 40 % des parents des écoles de français partiel au Manitoba ont signifié leur intention d'inscrire leur(s) enfant(s) à la Division scolaire de langue française. Bien que l'appui est bien différent de celui de la première ronde (94 %), il reste que six écoles se joindront aux 13 déjà incluses.

Ces écoles sont: le programme français de Saint-Laurent, l'élémentaire de Saint-Pierre-Jolys, ainsi que les deux écoles de Saint-Jean-Baptiste et celles de Notre-Dame-de-Lourdes. Un vingtième groupe vient compléter la liste: Saint-Georges.

«Les parents de Saint-Georges n'ont pas voté, précise le président du Comité de mise en œuvre de la gestion scolaire (CMO), Alfred Monnin, mais ils ont signé une pétition. C'est encore plus valable parce que leur accord est public.» Un programme de la 1re à la 6e



Le CMO pourrait terminer ses travaux dès le 21 octobre. Sur la photo, trois membres: Roland Gauthier, Alfred Monnin et Ronald Perron.

année sera donné dès cette année à l'école de Powerview.

À la Fédération provinciale des

comités de parents (FPCP), on évalue à 4 600 les inscriptions initiales probables à la Division scolaire de langue française (DSLIF). «Les résultats de la deuxième ronde, c'est exactement comme prévu», souligne le coordonnateur du dossier de la gestion, Gérard Lécuyer.

Entretemps, le CMO poursuit ses rencontres afin de recommander au ministre de l'Éducation des aménagements d'école, des frontières de quartiers et un processus électoral. «On a eu une

rencontre le 8 octobre toute la journée, explique Alfred Monnin, ça avance.

«On va avoir une autre rencontre du Comité le 21 octobre. Après ça, j'espère qu'on sera en mesure de faire nos recommandations au ministre.» On sait que la pression monte pour que puissent être tenues dans six semaines les premières élections aux conseils régionaux.

À partir des recommandations du CMO, le ministre Clayton Manness doit finaliser ses plans en vue des négociations avec Patrimoine Canada sur le financement de la mise en œuvre. En septembre, la FPCP a soumis une demande dans ce cadre pour financer la préparation des parents à exercer leur droit de gestion.

«Il y a neuf domaines d'identifiés dans le plan qu'on a proposé à Ottawa. On veut que les parents aient la possibilité de participer à la mise en œuvre. C'est très important qu'on soit consultés avant la rédaction de la réglementation.»

La FPCP a déjà commencé à tenir des sessions de formation pour les titulaires du droit de gestion. «Ce n'est pas notre travail de déterminer qui va se présenter, mais on va donner de la formation à ceux et celles qui s'y intéressent.»

Jean-Pierre DUBÉ

AVIS IMPORTANT AUDIENCE PUBLIQUE

La Société des alcools du Manitoba tiendra des audiences publiques pour vous informer des

premier quart de l'année.
le 1er avril et le 30 juin,
total des dépenses se
fre à 1,34 milliards \$,
dis que les revenus
tent à 1,38 milliards \$.
a représente un excédant
viron 40 millions \$ pour
mestre.

é déficit annuel prévu
r 1993-1994 est toutefois
867 millions \$. La pro-
ce a récemment con-
ré 9,1 millions \$ à l'aide
victimes des inon-
ions, et 934 000 \$ à la
ue des élections par-
es de septembre.

isse des mise chantier

Winnipeg - Selon la
iété canadienne d'hypo-
ques et de logement, la
struction résidentielle a
inué en septembre au
nitoba. Un total de 102
ements ont été mis en
ntier dans les centres
ains de la province en
tembre, comparative-
nt à 276 en août et 214
septembre 1992.

**La Société des alcools du Manitoba tiendra des
audiences publiques pour vous informer des
nouveaux services qu'elle offre actuellement.**

**Vous aurez ainsi l'occasion de faire part
de vos opinions et de vos préoccupations aux
représentants de la Société des alcools.**

**Nous vous invitons à participer
à cette réunion spéciale.**

**jeudi, le 21 octobre, 1993
à 19h:30**

**au Norlander Inn
1792 route Pembina
Winnipeg, Manitoba**

**Pour obtenir de plus amples renseignements,
composez le 474-5520. Les personnes résidant
à l'extérieur de Winnipeg
peuvent téléphoner à frais virés.**



**LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS
DU MANITOBA**

ses rencontres afin de recom-
mander au ministre de l'Éducation
des aménagements d'école, des
frontières de quartiers et un
processus électoral. «On a eu une

travail de déterminer qui va se
présenter, mais on va donner de
la formation à ceux et celles qui
s'y intéressent.»

Jean-Pierre DUBÉ

PHASE II COMPILATION DES AVIS D'INTENTION D'INSCRIRE (5/10/93)

École	OUI (# enfants)	NON (# enfants)	%
Saint-Georges (44)			
Laurier	46	86	53 %
Sainte-Rose-du-Lac	0	11	0 %
Somerset	3	30	9 %
Lourdes (élém.)	154	82	65 %
Lourdes (sec.)	79	45	63 %
Saint-Claude	30	167	15 %
Saint-Jean-Baptiste (élém.)	124	45	73 %
Saint-Jean-Baptiste (sec.)	80	30	72 %
Saint-Malo	12	194	6 %
Saint-Pierre (élém.)	92	50	64 %
Saint-Pierre (sec.)	55	91	37 %
Saint-Laurent	60	4	94 %
Provencher	32	255	11 %
Parc Windsor (sec.)	1	20	5 %
Moyenne			40 %

Un total de 1 396 familles ont reçu un formulaire d'avis d'intention dans la phase II, comparativement à 2 183 dans la phase I, en juin dernier. Sans compter les 44 familles de Saint-Georges ayant donné leur accord à 100 %, la moyenne du oui s'élève à 40 % dans la phase II. Saint-Laurent a donné l'appui le plus net, avec 94 %.

Le Parti national est un vote pour la reconquête du Canada.

- Une politique de plein emploi.
- Élimination de la TPS.
- Un plan pratique pour réduire le déficit.
- Un référendum sur l'ALÉNA.
- L'abolition de l'entente de libre échange avec les Américains.
- Réduction des taux d'intérêt bancaires.

- Permettre la valeur réelle du dollar canadien dans le marché.
- Réforme électorale et représentation démocratique.
- Rebâtir nos programmes sociaux.
- L'aménagement et la protection de l'environnement.
- Appui aux langues officielles et au multiculturalisme.
- Aide aux petites et moyennes entreprises.

Voici quelques politiques fondamentales pour un Canada fort, indépendant, juste et prospère.

Le 25 octobre élevez Marcelle Marion

National
Parti National du Canada / National Party of Canada



Marcelle Marion, candidate

ureau d'élection: 741, chemin St-Mary's
55-7408
Autorisé par Shirley S Free

BEST AVAILABLE COPY

Minister
of Canadian Heritage



Ministre
du Patrimoine cana

Ottawa, Canada K1A 0M5

SIGN

INFORM

DEP/COJ

APPR.

PREP BY

PREP. PAR

AFTER

BY/PAR

The Honourable Gary Filmon, M.L.A.
Premier of Manitoba
Room 204
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

AUG 11 1994

Mail to Filmon
Fax to Leitch.

Dear Mr. Filmon:

I am writing to you concerning Canada's proposed contribution towards the implementation of francophone school management in Manitoba.

In June and July of this year, Mr. Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Citizenship and Canadian Identity, held discussions with senior officials of the Manitoba Department of Education, regarding the implementation of francophone school management in Manitoba. You will recall that we discussed this issue recently in Guayaquil, Ecuador.

I would like to confirm the terms of a recent conversation between Mr. Roger Collet and Mr. Don Leitch, in which it was agreed that the Department of Canadian Heritage will contribute \$15 million towards the implementation of francophone school management in Manitoba. Of this amount, \$13 million will come from the fund established under the Special Measures for Francophone School Governance and Postsecondary Education. A further \$2 million will be added for refrancisation measures and will come from the supplementary funds under the Official Languages in Education Program. The \$2 million for refrancisation is an additional amount, over and above the funds which will be allocated to Manitoba for other projects and activities under the regular bilateral agreement on Official Languages in Education.

I am very pleased that we were able to come to an understanding and I look forward to signing the agreement on the implementation of francophone school management in Manitoba.

With warm personal regards
Yours sincerely,

Michel Dupuy

Canada

Flo

roy father copy
à Marie Leclerc
me katarock wa
copy

Philip

001559

Langues officielles dans l'enseignement
Official Languages in Education



TRANSMISSION D'UN DOCUMENT - FACSIMILE TRANSMITTAL

Date: 17 août 1994

À - To: DIANE LECLERCQ

**Ministère/
Department:**

Patrimoine canadien
District du Manitoba
9ième étage
457, rue Main
Winnipeg, Manitoba

N° tél./Tel. No.: (204) 983-7908

N° télécopieur/Facs No.: (204) 983-5365

Nombre de pages (incluant cette page):

Number of pages (including this page): **2**

De - From: SHEILA MACDONALD

Langues officielles dans
l'enseignement
Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

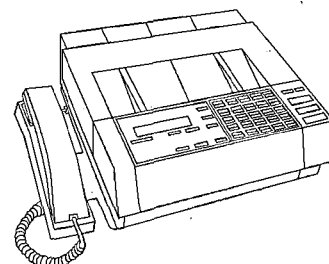
Official Languages in Education
Dept. of Canadian Heritage
Ottawa, Ontario
K1A 0M5

N° tél./Tel. No.: (819) 994-3712

N° télécopieur /Facs No.: (819) 953-6580

**Observations/
Comments:**

Tel que discuté.



MESSAGE CONFIRMATION

DATE:08/17/94 TIME:16:08

ID:SEC. D'ETAT - SO

DATE	TIME	TX-TIME	DISTANT STATION ID	MODE	PAGES	RESULT
08/17	16:07	00'50"	204 983 5365	G3-S	002	OK

001561

Government
of CanadaGouvernement
du Canada**ACTION
REQUEST****FICHE DE
SERVICE**

To - À

Date

940804

Time - Heure

From - De

Language spoken - Langue utilisée

☐ English
Anglais☐ French
Français

Telephone No. - N° de téléphone

Extension
Poste☐ Please call
Prière d'appeler☐ Returned your call
Vous a rappelé☐ Will call again
Vous rappellera☐ Wants to see you
Désire vous voir☐ Action
Donner suite☐ Approval
Approbation☐ Note and return
Noter et retourner☐ Comments
Commentaires☐ Draft reply
Projet de réponse☐ Note and forward
Noter et faire suivre☐ As requested
Comme demandé☐ Signature☐ Note and file
Noter et classer

File No. - N° de dossier

Message taken by - Message reçu par

Revenue
programme
4/8/94
(dossier arrêté)
avant de
monter



Canadian Heritage Patrimoine canadien

Hull, Canada
K1A 0M5

Prep. by	S. MACDONALD
Aprv'd by	R. FARLEY
Appr. par:	L. DORÉ
	R. COLLET
	M. ROCHON
	MINISTRE
Your file	4097-94-180/7-4
Our file	4097-94-180/7-4

MEMORANDUM TO: THE MINISTER OF CANADIAN HERITAGE

FROM: THE ASSISTANT DEPUTY MINISTER
CITIZENSHIP AND CANADIAN IDENTITY

VIA: THE DEPUTY MINISTER OF CANADIAN
HERITAGE

SUBJECT: Your meeting with Gary Filmon on francophone
school governance in Manitoba

PURPOSE OR ISSUE

The purpose of this note is to provide you with information on recent events and talking points for your meeting on francophone school governance with the Honourable Gary Filmon, Premier of Manitoba.

BACKGROUND

In Manitoba, francophone school governance is a legal reality. The Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act was adopted in Manitoba on July 27, 1993, a new Francophone School Division was created and new commissioners elected. The new board should be operational by September of this year.

However, the province expects federal funding equal to that awarded to other provinces and negotiations are stalled. The point of contention is the extent of the federal contribution towards the extra costs for the implementation of the new Francophone School Division.

.../2



- 2 -

The province has made several requests. In May 1992, Manitoba presented a first request for \$30.6 M over 5 years (1993-94 to 1997-98). This amount included slightly more than \$12 M for administration of the system, amounts for improving access to services, program development, measurement and evaluation, research and development, and \$3.5 M for the construction of a school-community centre in St-Vital.

At that time, however, the province was not willing to commit itself to paying 50% of the anticipated costs and Mr. Guy Roy, Assistant Deputy Minister, Bureau de l'Éducation française, had confirmed this position in writing.

On October 6, 1993, senior provincial officials presented to Mr. Rochon a new request for funding francophone school governance. He indicated that the request, of approximately \$ 25 M, was much too high.

On October 18, 1993, the province faxed a new request, for \$22,860,000. This request, like the previous ones, seems to represent 100% federal funding, no contribution from the province being indicated.

On March 17, 1994, Mr. Roger Collet met again with Mr. Roy. The province once again asked for more than \$20 M and reiterated its argument that it should receive at least as much as Alberta and Saskatchewan (see attached letters from Premier Filmon to Prime Minister Jean Chrétien and to yourself, dated March 18, 1994).

On June 24, 1994, Mr. Collet met with senior provincial officials. The following points were discussed:

- The provincial government reiterated its desire to receive its fair share of the Special Measures fund of \$112 M. We confirmed that this is the intent of the Department of Canadian Heritage, and explained the agreements signed with other provinces under the Special Measures.
- We mentioned that you were prepared to increase by \$2 M the part allotted to Manitoba for sharing the costs of implementing of school governance. This would bring the amount provided to Manitoba by the federal government to \$13 M, an amount which compares favourably to that received in other provinces, in particular in Saskatchewan and Alberta.

.../3

- 3 -

- We also mentioned that you were willing to consider other needs linked to francophone education under the regular Official Languages in Education (OLE) Program, such as the costs of refrancisation for new students arriving in the francophone school board. A contribution of up to \$2 M could be made towards these costs, once the new Protocol is signed with the Council of Ministers of Education, Canada (CMEC).
- The provincial officials indicated at the end of the meeting that the new federal proposal represented real progress.

However, Mr. Don Leitch, Clerk of the Executive Council, subsequently informed Mr. Collet that Mr. Filmon had refused any offer below \$22 million. It seems that his target is for Manitoba to receive no less than the total amounts agreed upon with the provinces of Saskatchewan and Alberta (see letter from Mr. Collet to Mr. John Carlyle, attached).

In a telephone conversation with Mr. Carlyle, Mr. Collet indicated that he had your approval to offer a total of \$15 M, of which \$13 M would come from the Special Measures and up to \$2 M from the supplementary funds under the OLE Program. Mr. Carlyle indicated that he would recommend to Premier Filmon that he accept the offer.

TALKING POINTS

- You may wish to congratulate Manitoba for having gone ahead with legislation to permit francophone school management and add that you are pleased that the Franco-manitoban School Division is in place.
- You may wish to congratulate Manitoba for respecting the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.
- You may also wish to reiterate your desire to assist in funding implementation, and point out that we are in the second year of the existence of the \$112 M Special Measures Funding for School Governance and Postsecondary Education. You are concerned that Manitoba has not yet signed an agreement to gain access to these funds.
- You may also wish to add that your officials have been informed that the new francophone school division has submitted its budget to the Department of Education, and that it is under review.

.../4

- 4 -

- You may wish to add that the funds which Alberta will receive under the Special Measures (\$24 M) include a large component for postsecondary education (\$7.7 M) and for school community centres (\$4.5 M). Therefore, the implementation of school governance in Alberta will cost \$11,735,000. In Saskatchewan, under the Special Agreement (\$21.9 M) \$13.6 M was designated for school construction, and \$9.3 M was designated for the implementation of school governance. It should also be pointed out that Saskatchewan's needs are much different from those of Manitoba where, comparatively speaking, the infrastructure is in much better shape.
- You may wish to inform Mr. Filmon that you have instructed your officials that, once a request showing the provincial implementation plan is received, funding of up to \$13 M is to be reserved for a Special Agreement with Manitoba. You may wish to add that you are willing to consider a special additional contribution of \$2 M, for a **total contribution of \$15 M**, to help the province with students who have problems in French and who are entering the new school division. Such an effort could be implemented through the supplementary funds under the OLE Program when the Protocol with the CMEC has been signed. **This is the most the Department of Canadian Heritage can possibly offer the province for francophone school governance.**
- You may wish to add that you want to be convinced that Manitoba is really talking about additional costs for francophone school governance and not total, normal costs of francophone education. You may indicate that, to date, no such clear demonstration has been made.
- You may wish to conclude by reminding Mr. Filmon that time is of the essence for the province of Manitoba to receive funding and for franco-manitobans to benefit from this initiative.

Original Signed By

C. Genest
a signé l'original

JUL 29 1994

Roger Collet ADM CCI

Marc Rochon DM

Attachments

Sheila/Roger/Chrono
A circuler/Dossier central

15 07-03-1807-4

LA

May 3, 1994

94-04804

4097-180/7

L. Doré

M. Rochon

E. Châtillon

The Honourable Gary Filmon, M.L.A.
Premier of Manitoba
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

MAY 31 1994

Dear Mr. Filmon:

Thank you for your letter of March 18, 1994, regarding funding for minority-language education in Manitoba, and for the copy of your letter to the Prime Minister on this matter.

Lillehammer was a truly wonderful experience and I am delighted we had the chance to meet there. You may be assured of my continuing support for Winnipeg's bid to host the 1999 Pan-American Games. Please accept my best wishes for every success in this endeavour.

I appreciate your making me aware of your concerns about the level of funding to be provided to Manitoba under a special initiative for the implementation of Francophone school governance. Assisting the provinces in meeting their constitutional obligations on minority-language education is of particular importance and you may rest assured that the federal government remains committed to supporting provincial efforts to reach this goal.

It is important to understand, however, that the special measures taken constitute a one-time only initiative to help certain provinces with the costs of catching up in establishing Francophone school governance and French post-secondary education. The assistance envelope contains \$112 million to be divided between these provinces on the basis of need, according to the extra costs of implementation in each province. It was never the government's intention to allocate these funds on a per capita or enrolment basis but rather that they should supplement the average per-pupil allocation already provided by the province.

.../2

- 2 -

Under the previous bilateral agreement for French minority-language education and French second-language instruction, a large proportion of Manitoba's total funding was designated for minority-language education. This has enabled Manitoba to develop its minority-language programs and I am sure you will appreciate that other provinces may need more federal assistance at this time to implement school governance in their jurisdictions.

I certainly recognize Manitoba's efforts to fulfil its constitutional obligations and congratulate your province on its achievements to date. You can be assured that I am ready to assist you in meeting your goals in this important area of endeavour. I have asked Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Citizenship and Canadian Identity, to meet with Donald A. Leitch, Clerk of Manitoba's Executive Council, to discuss a possible financial arrangement.

I hope an agreement will soon be reached with Manitoba on sharing these additional costs for implementing Francophone school governance and appreciate your co-operation in this matter.

Yours sincerely,

Original Signed by

a signé l'original :

Michel Dupuy

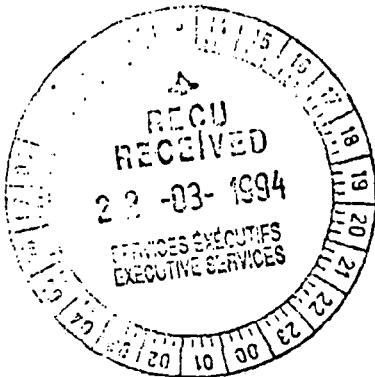
BEST AVAILABLE COPY



THE PREMIER OF MANITOBA

Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

March 18, 1994



3410034
4097-186/7

The Honourable Michel Dupuy, P.C., M.P.
Minister of Canadian Heritage
Room 230 Confederation Building
House of Commons
Ottawa ON K1A 0A6

Dear Minister, *Michel*

First let me tell you I very much enjoyed meeting you in Lillehammer. In addition I want to tell you how much the Pan American Organizing Committee and I appreciated your efforts to support the bid for Winnipeg hosting the 1999 Pan American Games. We were very pleased with the progress to date. In addition I am advised that your attendance at the Pan American Games reception in Ottawa for Pan American Ambassadors and High Commissioners on March 10th was well received by those attending.

I am also writing to provide you with a copy of correspondence I have sent to the Prime Minister expressing our concern that Manitoba is not being allotted a fair share of the \$125 million the Government of Canada is providing for federal-provincial agreements for minority language education among the six provinces of Manitoba, Saskatchewan, Alberta, British Columbia, Nova Scotia and Newfoundland.

As you will note Manitoba has the largest number of francophone children of school age and the largest enrollment in french language programs and schools of the six provinces. I know of the need of both the provinces of Alberta and Saskatchewan for federal assistance however I believe Manitoba is no less deserving of a contribution from the Government of Canada to support this very important initiative that my government has undertaken. We are proud of our achievements in this regard and have enjoyed a very close working relationship with the community. I believe we continue to enjoy their support in this regard.

DOCUMENT CONTROL
CENTRE

-2-

The current offer of \$11 million as communicated by federal officials is, quite simply, inadequate. Manitobans and particularly franco Manitobans would expect to receive reasonable treatment from the Government of Canada. We are operating a very good education system and the new Manitoba Francophone School Board will have transferred to it excellent facilities. Nonetheless federal participation in Manitoba should not be so different from that in other provinces.

I would appreciate your support in ensuring a fair and reasonable contribution by the Government of Canada to francophone school governance in our province.

Yours sincerely,


Gary Filmon

DEMOGRAPHIC DATA BY PROVINCE

Province	Francophone Population	Francophone Children (5-19 years) of age	School Population FLI programs & Schools
Manitoba	55 295	8 300	5 464
Saskatchewan	24 300	2 330	1 076
Alberta	64 760	8 070	2 519
British Columbia	58 680	5 535	2 170
Nova Scotia	39 415	6 730	3 487
Newfoundland	3 230	350	257
TOTAL	245 680	31 315	14 973

**PROPORTIONAL DISTRIBUTION OF THE AVAILABLE
\$78 MILLION BY PROVINCE
AND DEMOGRAPHIC DEFINITION SELECTED**

Province	Francophone Population (in millions\$)	Francophone Children (5-19 years of age) (in millions\$)	School Pop. FL 1 programs & & schools (in millions\$)	Agreements already signed (in millions \$)
Manitoba	17.6	20.8	28.6	-----
Saskatchewan	7.8	5.8	5.6	21.9
*Alberta	20.7	20.2	13.2	24.0
British Columbia	18.7	13.9	11.4	-----
Nova Scotia	12.6	16.8	18.3	-----
Newfoundland	1.0	0.9	1.3	-----
TOTAL	78.4	78.4	78.4	45.9

*Of the \$24 million some \$6 million is targetted at expansion of physical facilities at the Faculté Saint-Jean and \$1.76 million is for the enhancement of access to french language education at the post secondary level, leaving a balance of \$16.24 million for minority language education support.

THE PREMIER OF MANITOBA

Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

March 18, 1994

The Right Honourable Jean Chrétien, P.C., M.P.
Prime Minister of Canada
Langevin Block
House of Commons
Ottawa ON K1A 0A2

My dear Prime Minister: *Jean*

I am writing this letter as a partial followup to our meeting in Winnipeg on March 2, 1994. I very much appreciated the opportunity to speak with you at that time and to outline our government's thinking on some of Manitoba's principal priorities.

In the near future, I will be writing to you further to bring you up to date on our efforts to deal with tobacco smuggling and our request that the federal government provide stepped-up support for those efforts.

My purpose in writing this letter is to focus on two other issues we discussed on March 2 -- our campaign for the headquarters office of the North American Commission on Environmental Cooperation, and the status of the negotiations concerning a federal contribution toward the implementation of Francophone school governance in our province.

North American Commission on Environmental Cooperation

You will recall that, during our meeting, I put forward what I believe are very strong and persuasive arguments for locating the North American Commission for Environmental Cooperation in Winnipeg. I also provided you with copies of the detailed material the Manitoba government submitted to the consultants hired to provide a comparison of qualifications in various cities across the country. It is our understanding that the consultants' report has been in the hands of the Minister of Environment for nearly two weeks.

- 2 -

Last week, our Environment Minister, the Honourable Glen Cummings, led a Manitoba delegation to Ottawa to meet with members of your government to ensure they are fully aware of Manitoba's and Winnipeg's capabilities. Meetings were held with the Minister responsible for International Trade, the Honourable Roy MacLaren, members of the Manitoba Liberal Caucus, the Mexican Ambassador, and senior representatives of the American State Department. It was interesting to learn that both of Canada's partners in NAFTA told us that their countries' advice to our federal government was that it would not be appropriate to locate the NACE headquarters in a city and a province which had been opposed to NAFTA and which had not cooperated in developing the environmental side agreements. Specific provinces were mentioned.

While that information was encouraging, it was disturbing to learn from the delegation at the same time that some members of your government apparently believed that Winnipeg was not a suitable location because of difficulties with air access to the three nations' capitals. This is totally erroneous. The material submitted to the consultants demonstrated the excellent air service Winnipeg enjoys not only to Ottawa, Washington, and Mexico City, but also to key regional cities throughout North America. As you know, with environment's being a shared jurisdiction, it will be important to have access to major cities throughout our country, including cities in the central and western U.S. and Mexico. Winnipeg's location in the middle of the continent and in the central time zone is a major advantage both for transportation and communications. If, indeed, access and flight times to the three national capitals were to be pivotal factors, and if Winnipeg were to be ruled out on those grounds, then any city west of Winnipeg would clearly be ineligible as well.

It is interesting to note, however, that the U.S. government is indicating that Texas, and in all likelihood either Dallas or San Antonio, will be the location for the Labour Standards Secretariat under NAFTA. The U.S. government has thus recognized the merits of a central location in the central time zone, and I believe the Canadian government should do so as well.

Francophone School Governance

During our March 2 meeting, I also undertook to provide you with additional information with respect to the ongoing discussions of an agreement under which the Government of Canada would participate financially in the establishment of Francophone school governance in Manitoba. Those discussions followed the enactment, at the last session of the Manitoba Legislature, of legislation to establish a Francophone school division to provide for governance over public education in our province. My government was pleased to

initiate this legislation and were encouraged as well when, in the spring of 1993, the Honourable Monique Landry, the former Secretary of State, announced in Winnipeg that the Government of Canada would provide \$112 million for special agreements for the management and control of French minority language education in the provinces of British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Nova Scotia and Newfoundland, and for French language post-secondary education in Ontario and New Brunswick. The federal commitments to these two priorities were \$78.4 million and \$33.6 million respectively, totals which were said to represent "new money", over and above those funds received from the federal-provincial agreements for minority language education. The new agreements were to cover a period of six years.

As I indicated during our meeting, the results of our officials' discussions to date have been disappointing, principally because the federal support offered to Manitoba is disproportionately low relative to amounts provided to other provinces. As you will note from the attached table outlining relevant demographic data, Manitoba has the largest number of Francophone children of school age of any of the six provinces eligible for federal support under the program announced last year. In addition, Manitoba has the largest enrolment of that Francophone school population in French language programs in schools to be run by the new Francophone school board. Using either of these two measures for distribution of the funds, Manitoba would be entitled to a significant proportion of the federal monies available. For example, using the proportion of Francophone children of school age, Manitoba would be entitled to some \$20.8 million of the total of \$78.4 million available from the Government of Canada. Using the proportion of children-actually enrolled in French language programs, Manitoba would be entitled to some \$28.6 million. To date, however, federal officials have offered only \$11 million over six years. Moreover, the federal offer was made to Manitoba at a time when Canada was entering into agreements with the governments of Saskatchewan and Alberta to provide \$21.9 million and \$16.2 million respectively, as well as some \$8.0 million for post-secondary support for Alberta. Manitoba has approximately five times as many students enrolled in French language education as does Saskatchewan, and about twice as many as does Alberta.

Recognizing the importance of this issue in Manitoba, the significant number of children enrolled in French language education, and the benchmarks established in the agreements with the two other prairie provinces, I am sure you will share our view that the \$11.0 million current offer from the Government of Canada is not

- 4 -

a fair allotment for our province or for the parents who have chosen to enroll their children in French language education starting in September of this year. It is my hope that the Government of Canada will not shortchange the more than 5,400 children involved and will revise its offer in order to become an equitable partner in the provision of French language education.

The equity argument may best be understood when it is recognized that, while Manitoba accounts for approximately 36% of the children in the six eligible provinces who are enrolled in minority language education, we are being offered only 14% of the federal financial assistance available, not counting the funds that have been allocated to post-secondary education in Ontario and New Brunswick.

I hope this information will assist you in looking into our concerns. I will provide a copy of this letter to the Honourable Lloyd Axworthy, who has indicated to our Minister of Finance that he too would be reviewing this issue. I am also writing to the federal Minister directly responsible for this program, the Honourable Michel Dupuy.

Thank you again for making time available to discuss these matters with me earlier this month and for agreeing to look into them further.

I look forward to an early opportunity to meet with you once again, both to discuss issues of importance to Manitoba and to review major national issues, including followup to our December meeting of First Ministers.

Yours sincerely,



Gary Filmon

Enclosure

bcc: The Honourable Lloyd Axworthy
The Honourable Michel Dupuy



Government of Canada
Department of Communications

Gouvernement du Canada
Ministère des Communications

Ottawa, Canada
K1A 0C8

Date :	94.07.05
Prep. by	
Prép. par:	S. MACDONALD
Aprv'd by	
Appr. par:	R. FARLEY
	L. DORÉ
	R. COLLET

JUL 12 1994

Your file Votre référence
LOE # 3922

Our file Notre référence
4097-94-180/7-4

Mr. John Carlyle
Deputy Minister
Department of Education
Room 162
Legislative Building
450 Broadway Avenue
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

Dear Mr. Carlyle:

I was very pleased to have the opportunity of meeting with you and your colleagues on Thursday, June 23, 1994, to discuss the federal government's financial support for the implementation of francophone school governance in Manitoba.

As a follow-up to our meeting, I would like, first of all, to summarize the main points of our discussion. We indicated that the Minister of Canadian Heritage had suggested that we offer an additional amount of \$2 million. This extra \$2 million would bring the federal government contribution to \$13 million for expenses incurred by Manitoba for the implementation of francophone school governance. The federal government's contribution could begin in 1994-95 and extend over a five-year period, until 1998-99 inclusively. We also agreed that we would try to accommodate Manitoba's higher funding needs during the first years of the agreement.

Concerning the children of the new school division who have special needs in French, we indicated that we were prepared to examine with you the costs of such an initiative and the possibility of a federal contribution through the Official Languages in Education Program. Such a contribution would take the form of an auxiliary agreement to the Official Languages in Education Bilateral Agreement to be concluded after the signature of the Protocol with the Council of Ministers of Education (Canada) (CMEC). It was understood that Manitoba would submit a proposal to us in mid-July, once the Department of Education had received the new school division's budget.

.../2

Canada

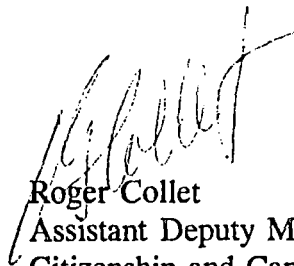


- 2 -

Subsequently, I had a discussion with Mr. Leitch regarding Mr. Filmon's reaction to our new proposal. I trust you will understand that, in offering a firm \$13 million and a further sum from the Official Languages in Education Program for projects such as refrancisation, the Department of Canadian Heritage was putting a strain on what is already a very tight budget for the years to come.

I will contact you later in July to see whether we can combine our efforts to make some real progress towards an agreement.

Yours sincerely,



Roger Collet
Assistant Deputy Minister
Citizenship and Canadian Identity

c.c. Don Leitch

ACTUEL

Division scolaire franco-manitobaine

On demande 1,6 million \$ pour la francisation

Dans une annexe à ses demandes budgétaires déposées auprès du gouvernement le mois dernier, la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) prévoit demander au gouvernement un budget supplémentaire de 1,6 million \$ pour la francisation et la retransfrancisation.

Cette somme financerait des projets visant des enfants d'âge préscolaire (les 3 et 4 ans), des clientèles adultes, ainsi que des élèves qui ont besoin d'intervention précoce à la lecture.

«La loi prévoit que notre responsabilité vise les élèves qui fréquentent nos écoles de la maternelle à la 12^e année, explique le président Louis Tétrault. Nous mentionnons donc en annexe qu'il y a lieu d'établir des partenariats avec d'autres organismes, comme la Fédération provinciale des comités de parents pour les préscolaires ou le Collège universitaire de Saint-Boniface pour les adultes.

«La francisation et la retransfrancisation ne sont pas des responsabilités qui nous incombent à nous seuls, mais nous y avons certainement notre rôle à jouer. Retransfranciser les parents et franciser les jeunes enfants, ça aide au travail des enseignants par la suite et ça coûte moins cher au niveau scolaire.»

D'autres demandes du budget supplémentaire sont à venir, notamment en ce qui concerne l'aspect réparateur de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

Par ailleurs, lors de leur réunion du 20 juillet, les commissaires ont reçu un rapport sur la création des comités scolaires. Le rapport prévoit que la composition des comités pourra changer selon les écoles, et selon la grosseur des communautés desservies.



Les commissaires ont convenu le 20 juillet de la nécessité de prendre une pause. Prochaine réunion: le 17 août.

Le rapport précise que les parents doivent avoir une représentation majoritaire à ces comités. La direction de l'école, les enseignants et les étudiants au secondaire y sont aussi représentés. Chaque membre détient un droit de vote, à l'exception du directeur (qui ne vote que pour l'élection des parents et des enseignants).

Les représentants régionaux y siègent également, mais en tant qu'observateurs.

Les comités régionaux et les organismes concernés (Fédération des comités de parents, Association des directeurs et directrices d'écoles, Éducateurs et éducatrices francophones, etc.) seront consultés avant l'adoption défi-

nitive, en septembre, de la composition et du rôle des comités scolaires. La DSFM prévoit que les premières élections à ces comités pourront avoir lieu en octobre.

Les commissaires ont également décidé d'appuyer un groupe de parents de Saint-Claude qui réclament un programme français 75-25. «La DSFM appuie les parents dans leurs négociations avec la division de la Montagne pour obtenir un programme français géré par nous dans l'école de Saint-Claude», résume Louis Tétrault, en précisant que «si la Montagne veut négocier cela, on peut le faire.»

Mais le président de la DSFM ne cache pas qu'il a peu d'espoir que la Montagne accepte la demande des parents. «Il semblerait que la Montagne refuse de négocier avec nous sur la question du transport ou sur toute autre question», explique-t-il.

Alors que la DSFM a pu s'entendre avec les autres divisions cédantes pour qu'elles continuent à transporter les élèves transférés, la division de la Montagne aurait plutôt décidé de redonner au gouvernement les autobus dont elle n'a plus besoin.

«Ce qui veut dire que nous devons trouver d'ici septembre une façon de transporter les 168 élèves transférés de la Montagne qui nécessitent du transport pour se rendre à Saint-Léon ou à Lourdes. Soit nous demandons au gouvernement d'avoir ces autobus et nous refaisons les routes, soit nous demandons à des divisions scolaires aux alentours de transporter ces élèves.»

Sylviane LANTHIER

ACTUEL

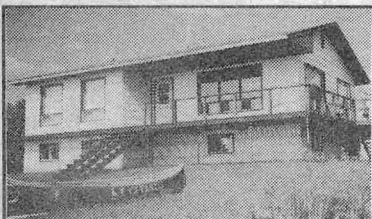
AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE la succession de feu Roland Girardin, de la ville de Winnipeg, au Manitoba.

TOUTES réclamations contre la succession ci-haut mentionnée doivent être déposées à l'étude des soussignés, 800 - 444, avenue St-Mary, Winnipeg, Manitoba, R3C 3T1, le ou avant le 26 août 1994.

Fait à Winnipeg, au Manitoba, ce 19^e jour de juillet 1994.

MONK, GOODWIN
Procureurs de la succession



SUR LE LAC MANITOBA!

St-Laurent

Pour une vue dépareillée à toutes heures. «Bi-level» de 1 080 pieds carrés plus le rez-de-chaussée fini. deux salles de bain, garage/atelier de travail. 24 pieds par 52 pieds. 79 000\$

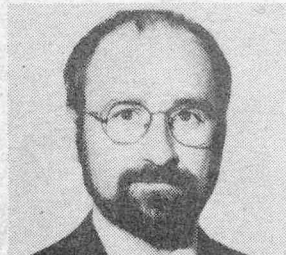
Appelez Aline R. Danis
au (204) 661-0600.

RE/MAX PERFORMANCE REALTY

Prière au Sacré-Coeur

Que le Sacré-Coeur de Jésus soit loué, adoré et glorifié à travers le monde pour des siècles et des siècles, Amen.

Dites cette prière six fois par jour pendant neuf jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Coeur avec promesse de publication quand les faveurs seront obtenues. Remerciements au Sacré-Coeur pour faveur obtenue. M.E.O.



Jean-Guy Talbot, c.g.a.

TALBOT & ASSOCIÉS
ASSOCIATES

Comptable général agréé / Certified General Accountant

Une firme qui reconnaît l'importance de prendre du temps avec chaque client, individuellement.

102, promenade Houde
St-Norbert (Manitoba)
R3V 1C5
(204) 269-7460

C.P. 391
Notre-Dame-de-Lourdes
(Manitoba) R0G 1M0
(204) 248-2557

Les Folies ont 25 ans

C'est beaucoup plus des sauts de grenouilles

Il y a un quart de siècle, la reine d'Angleterre s'est rendue à Saint-Pierre-Jolys où on avait organisé la première édition de ce qui allait devenir les Folies Grenouilles. Elle s'est adressée au village en français, dans un discours diffusé à travers le Canada. Cet événement étonnant a marqué le début d'une tradition qui, au fil des années, n'a cessé d'évoluer.

L'ajout d'épreuves athlétiques, d'un concours de tir au poignet et d'expositions d'artisanat et d'agriculture a permis de créer une foire régionale qui attire des visiteurs de partout au Manitoba et même des États-Unis. L'an dernier, quelques 6 000 personnes ont assisté à l'événement.

L'édition 1994 n'y fera pas exception, affirme un membre du comité organisateur, Roger Lesage. «On a décidé cette année de mettre l'accent sur la famille. Ainsi, il y aura un zoo miniature, qui permet aux petits de s'approcher des animaux, et des spectacles conçus spécialement pour les enfants.»

D'autre part, le Musée de l'Homme de la Nature y présentera une exposition scientifique destinée aux adolescents. «On a aussi augmenté le nombre d'activités sportives afin d'attirer plus de jeunes.»

Pour les adultes, on prévoit un événement tout à fait unique en son genre: des courses de moto-neige sur gazon. «Les concurrents



Archives La Liberté

Les grenouilles sont à l'honneur d'autres activités, tels balle-le concours d'animaux, permettent

suivent un circuit sur l'herbe. Il paraît que ça roule tout aussi bien que sur la neige!»

Les Folies Grenouilles débutent le vendredi 29 juillet avec un spectacle musical de *Momentary Madness*. En spectacle samedi et dimanche: *Harlequin*, *Howling Now* et *Wild Orchid*. «Le comité culturel était censé trouver des groupes francophones,» concède Roger Lesage en ajoutant que les événements du jour sont populaire auprès d'un nombre égal de francophones et d'anglophones tandis que les soirées attirent

Lettre

«L'harmonie par disciples spirituels

obscénités - alors que siège et triomphe en avant du Parlement, la royale impératrice Victoria, sous laquelle se sont fait

001580



RCMP GRC

APPEL D'OFFRES

Les soumissions cachetées portant sur le projet ci-dessous seront reçues jusqu'à l'heure et la date indiquées. Les soumissions devront porter le titre et le numéro du projet et être envoyées au Commandant, Gendarmerie royale du Canada, C.P. 5650, Winnipeg (Manitoba), R3C 3K2. Les entrepreneurs généraux peuvent se procurer les documents de soumission au bureau de la G.R.C. indiqué ci-dessous en versant le dépôt exigé.

TITRE DU PROJET:

D00674 -

Réparations et améliorations au Détachement et à sept maisons de la G.R.C. à Lynn Lake (Manitoba)

D99173 -



Gouvernement du Canada
Ministère des Communications

Government of Canada
Department of Communications

Ottawa, Canada
K1A 0C8

*Signal note &
letter to Carlyle*

JUL 18 1994

Date :	94.7.5
Prep. by	
Prép. par :	S. MACDONALD
Aprv'd by	
Appr. par :	R. FARLEY
	L. DORÉ
	R. COLLET
	M. ROCHON
	MINISTRE
Our file	LOE # 3921
	4097-94-180/7-4

Votre référence

Your file

Notre référence

NOTE DE SERVICE AU : MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

DU : SOUS-MINISTRE ADJOINT
CITOYENNETÉ ET PROGRAMME D'IDENTITÉ
CANADIENNE

VIA : LE SOUS-MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

OBJET : La gestion scolaire au Manitoba - état des négociations

Cette note a pour but de vous informer de l'état des négociations avec le gouvernement du Manitoba quant à l'engagement financier du gouvernement fédéral pour le partage des coûts de mise en oeuvre de la gestion scolaire en français.

CONTEXTE

Le Manitoba nous a présenté plusieurs demandes dans le cadre des négociations, depuis sa première demande en mai 1992, pour 30,6 millions de dollars, jusqu'à sa dernière demande en mars 1994, pour plus de 20 millions de dollars. À chaque reprise nous avons répondu que nous ne pouvions offrir une telle somme, et nous avons indiqué que seule une demande réduite pourrait être considérée dans les fonds des mesures spéciales. La réunion du 23 mai entre Roger Collet et les hauts fonctionnaires du Manitoba semblait avoir réussi à faire avancer le dossier.

.../2

Canada



001581

- 2 -

RÉSUMÉ DE LA RENCONTRE DU 23 JUIN

Le principe de recevoir sa juste part des fonds de l'enveloppe de 112 millions de dollars est très important pour le Cabinet provincial et c'était là un des principaux arguments exprimés par la province. Nous avons affirmé que ce principe est important pour nous également, en expliquant les ententes signées avec d'autres provinces.

Nous avons mentionné que vous étiez disposé à faire un effort supplémentaire de 2 millions de dollars pour le partage des coûts de la mise en oeuvre de la gestion scolaire. Cet effort supplémentaire porterait l'aide fédérale à 13 millions de dollars sur cinq ans, montant avantageusement comparable à ce qu'ont reçu les autres provinces, notamment la Saskatchewan et l'Alberta.

Nous avons aussi mentionné que vous étiez prêt à considérer d'autres besoins reliés à l'enseignement en français dans le cadre du programme régulier des langues officielles dans l'enseignement. Dans ce contexte, nous avons indiqué que nous pourrions examiner avec eux les coûts additionnels pour accueillir dans la nouvelle Division scolaire franco-manitobaine les élèves ayant des besoins spéciaux en français. Une contribution à ce volet spécial pourrait être faite une fois le protocole avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC) signé.

Les hauts fonctionnaires du Manitoba ont indiqué une certaine satisfaction face à cette offre globale à la fin de la rencontre.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

Depuis cette rencontre, le greffier du Conseil exécutif du Manitoba, Don Leitch, a parlé à M. Collet pour lui expliquer que le Premier ministre Filmon refuse toute offre inférieure à 22 millions de dollars.

CONCLUSION

Nous croyons qu'il est encore possible de négocier une entente avec le Manitoba et nous poursuivrons nos discussions avec les hauts fonctionnaires de la province.

ORIGINAL SIGNÉ PAR
ORIGINAL SIGNED BY

Roger Collet SMA CPIC

ORIGINAL SIGNÉ PAR
ORIGINAL SIGNED BY

Marc Rochon SM

12 1994

Your file	Votre référence	LOE # 3922
Our file	Notre référence	4097-94-180/7-4

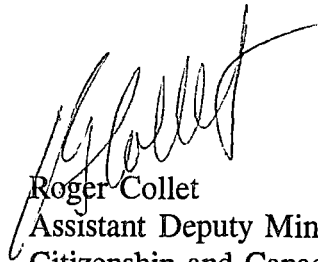
2. CONCLUSIONS

- 2 -

Subsequently, I had a discussion with Mr. Leitch regarding Mr. Filmon's reaction to our new proposal. I trust you will understand that, in offering a firm \$13 million and a further sum from the Official Languages in Education Program for projects such as refrancisation, the Department of Canadian Heritage was putting a strain on what is already a very tight budget for the years to come.

I will contact you later in July to see whether we can combine our efforts to make some real progress towards an agreement.

Yours sincerely,



Roger Collet
Assistant Deputy Minister
Citizenship and Canadian Identity

c.c. Don Leitch



Ottawa, Canada
K1A 0C8

Date :	94.7.5
Prep. by	
Prép. par :	S. MACDONALD
Aprv'd by	
Appr. par :	R. FARLEY
	L. DORÉ
	R. COLLET
Your file	M. ROCHON
	MINISTRE
LOP #	2093
	4097-94-18077-4

signé le 18 juillet

*A. Sheila
de Roger*

94.7.12 C194-01425

*R. Collet vient de signer,
il veut cependant discuter du
dossier avec M. Rochon cet après-midi
avant d'envoyer la lettre.*

Votre référence

Notre référence

73921

NOTE DE SERVICE AU :

MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

DU :

SOUS-MINISTRE ADJOINT
CITOYENNETÉ ET PROGRAMME D'IDENTITÉ
CANADIENNE

*Carol Soliman me dira quand la lettre sera
posée.*

VIA :

LE SOUS-MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

OBJET :

La gestion scolaire au Manitoba - état des négociations

Cette note a pour but de vous informer de l'état des négociations avec le gouvernement du Manitoba quant à l'engagement financier du gouvernement fédéral pour le partage des coûts de mise en oeuvre de la gestion scolaire en français.

CONTEXTE

Le Manitoba nous a présenté plusieurs demandes dans le cadre des négociations, depuis sa première demande en mai 1992, pour 30,6 millions de dollars, jusqu'à sa dernière demande en mars 1994, pour plus de 20 millions de dollars. À chaque reprise nous avons répondu que nous ne pouvions offrir une telle somme, et nous avons indiqué que seule une demande réduite pourrait être considérée dans les fonds des mesures spéciales. La réunion du 23 mai entre Roger Collet et les hauts fonctionnaires du Manitoba semblait avoir réussi à faire avancer le dossier.

*Draft note
re letter to
Carlyle*

.../2



- 2 -

RÉSUMÉ DE LA RENCONTRE DU 23 JUIN

Le principe de recevoir sa juste part des fonds de l'enveloppe de 112 millions de dollars est très important pour le Cabinet provincial et c'était là un des principaux arguments exprimés par la province. Nous avons affirmé que ce principe est important pour nous également, en expliquant les ententes signées avec d'autres provinces.

Nous avons mentionné que vous étiez disposé à faire un effort supplémentaire de 2 millions de dollars pour le partage des coûts de la mise en oeuvre de la gestion scolaire. Cet effort supplémentaire porterait l'aide fédérale à 13 millions de dollars sur cinq ans, montant avantageusement comparable à ce qu'ont reçu les autres provinces, notamment la Saskatchewan et l'Alberta.

Nous avons aussi mentionné que vous étiez prêt à considérer d'autres besoins reliés à l'enseignement en français dans le cadre du programme régulier des langues officielles dans l'enseignement. Dans ce contexte, nous avons indiqué que nous pourrions examiner avec eux les coûts additionnels pour accueillir dans la nouvelle Division scolaire franco-manitobaine les élèves ayant des besoins spéciaux en français. Une contribution à ce volet spécial pourrait être faite une fois le protocole avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC) signé.

Les hauts fonctionnaires du Manitoba ont indiqué une certaine satisfaction face à cette offre globale à la fin de la rencontre.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

Depuis cette rencontre, le greffier du Conseil exécutif du Manitoba, Don Leitch, a parlé à M. Collet pour lui expliquer que le Premier ministre Filmon refuse toute offre inférieure à 22 millions de dollars.

CONCLUSION

Nous croyons qu'il est encore possible de négocier une entente avec le Manitoba et nous poursuivrons nos discussions avec les hauts fonctionnaires de la province.

Roger Collet SMA CPIC

Marc Rochon SM



Government of Canada
Department of Communications

Gouvernement du Canada
Ministère des Communications

Ottawa, Canada
K1A 0C8

Your file Votre référence

Our file Notre référence

Mr. John Carlyle
Deputy Minister
Department of Education
Room 162
Legislative Building
450 Broadway Avenue
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

Dear Mr. Carlyle:

I was very pleased to have the opportunity of meeting with you and your colleagues on Thursday, June 23, 1994, to discuss the federal government's financial support for the implementation of francophone school governance in Manitoba.

As a follow-up to our meeting, I would like, first of all, to summarize the main points of our discussion. We indicated that the Minister of Canadian Heritage had suggested that we offer an additional amount of \$2 million. This extra \$2 million would bring the federal government contribution to \$13 million for expenses incurred by Manitoba for the implementation of francophone school governance. The federal government's contribution could begin in 1994-95 and extend over a five-year period, until 1998-99 inclusively. We also agreed that we would try to accommodate Manitoba's higher funding needs during the first years of the agreement.

Concerning the children of the new school division who have special needs in French, we indicated that we were prepared to examine with you the costs of such an initiative and the possibility of a federal contribution through the Official Languages in Education Program. Such a contribution would take the form of an auxiliary agreement to the Official Languages in Education Bilateral Agreement to be concluded after the signature of the Protocol with the Council of Ministers of Education (Canada) (CMEC). It was understood that Manitoba would submit a proposal to us in mid-July, once the Department of Education had received the new school division's budget.

.../2

Canada



- 2 -

Subsequently, I had a discussion with Mr. Leitch regarding Mr. Filmon's reaction to our new proposal. I trust you will understand that, in offering a firm \$13 million and a further sum from the Official Languages in Education Program for projects such as refrancisation, the Department of Canadian Heritage was putting a strain on what is already a very tight budget for the years to come.

I will contact you later in July to see whether we can combine our efforts to make some real progress towards an agreement.

Yours sincerely,

Roger Collet
Assistant Deputy Minister
Citizenship and Canadian Identity

c.c. Don Leitch

Author: Susan Scotti at SENIOR-EXECS(SEC)
Date: 7/2/94 3:53 PM
Priority: Urgent
TO: Roger Farley at TC10
CC: Marion Craig
CC: Carol Genest at CANADIAN-IDENTITY
CC: Susan Scotti
Subject: Call from Don Leitch

----- Message Contents -----

Roger

Roger Collet returned a call from Don Leitch on Thursday. Leitch was calling to advise that the Premier is looking at an amount of \$22M for the Agreement and not the \$15M that Heritage is offering. Roger wants to review the figures when he returns the week of July 11th (for the day on Tuesday the 12th) to see if we can reach a \$15M level. He asked that you add a sentence to the end of the letter to John Carlyle that advises him of the fact that there was a discussion between Collet and Leitch on June 30th and that Collet will get back to Carlyle later in July re: the amount discussed between him and Leitch. Otherwise the letter is o.k.

Marion:

Please follow up with Roger Farley
or get Carol H. to re: revisions to
attached.

SS.

Carol,

We spoke re. Regular sector mgt tomorrow
w/ regional & other usual suspects. Susan can see you
at 3:00. Is that ok?

Marion.

Merci Shila
Félicitation pour la note, elle
a été très appréciée
Roger



Government of Canada
Gouvernement du Canada

MEMORANDUM NOTE DE SERVICE

TO Lyette Doré
A Directrice générale
Appui aux langues officielles

SECURITY-CLASSIFICATION-DE SÉCURITÉ

OUR FILE-N/RÉFÉRENCE

YOUR FILE-V/RÉFÉRENCE

04097-93-180\7-4

DATE

22 June 1994

FROM Roger Farley
DE Coordonnateur
LOE

SUBJECT/OBJET Breffage pour la visite de Roger Collet au Manitoba le 23 juin 1994

Vous trouverez ci-joint une note de breffage pour M. Collet en préparation de la visite sus-mentionnée.

Roger Farley
Roger Farley

p.j.

c.c. Bill Balan
Diane Leclercq
Anne Scotton

z:\manitoba\gestion\lyette.mem



Government of Canada
Department of Communications

Gouvernement du Canada
Ministère des Communications

Ottawa, Canada
K1A 0C8

Your file Votre référence

Our file Notre référence

MEMORANDUM TO: **THE ASSISTANT DEPUTY MINISTER
CITIZENSHIP AND CANADIAN IDENTITY PROGRAM**

FROM: **THE DIRECTOR GENERAL
OFFICIAL LANGUAGES SUPPORT PROGRAMS**

SUBJECT: **Your meeting in Winnipeg concerning francophone school
governance in Manitoba on June 23, 1994**

The following is designed to prepare you for your meeting with Don Leitch, Clerk of the Executive Council, Jim Eldridge, Secretary to Cabinet for Intergovernmental Relations, John Carlyle, Deputy Minister of Education and Guy Roy, Assistant Deputy Minister, Bureau de l'Éducation française, concerning Manitoba's request for funding for francophone school governance.

CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE

Background:

- In May 1992, Manitoba had presented a request for \$30.6 M over 5 years (1993-94 to 1997-98). This amount included slightly more than \$12 M for administration of the system, as well as amounts for improving access to services, for program development, measurement and evaluation, research and development and the sum of \$3.5 M for the construction of a school-community centre in St-Vital.

At that time, however, the province was not willing to commit itself to paying for 50% of the anticipated costs and Mr. Roy had confirmed this position in writing.

.../2



- 2 -

- On October 6, 1993, Messrs John Carlyle, Don Leitch, Jim Eldridge and Guy Roy, presented a new request for funding of governance to Mr. Rochon and Lyette Doré. Mr. Rochon indicated that the request, in the order of \$ 25 M, was much too high.
- On October 18, 1993 the province faxed a new request, for \$22,860,000. This request, like the previous ones, seems to represent 100% funding, no contribution from the province being indicated.
- On October 21, 1993, Mr. Rochon replied that their request, in spite of a slight decrease, was still too high, and that we are waiting for a proposal which will show a sharing of costs.
- On December 16, 1993, Lyette Doré met with Guy Roy. Among items discussed at that meeting:
 - the new agreement must fund only additional costs of implementing school governance and not what is already being done, nor must it be used to pay compensation due to changes;
 - some budgetary items mentioned will have to be spelled out and examined in detail, such as transportation costs and collective bargaining;
 - capital costs will have to be prioritized, such as possible school community centres in Saint-Vital and/or Saint-Georges;
 - the amount the province intends to provide also needs clarification. It was made clear that negotiations in all provinces were based on the premise of 50% provincial participation in costs of governance. Mr. Roy indicated he would have to speak to his superiors before he could make a commitment on Manitoba's expected funding level;
 - the province is afraid of entering into a multi-year agreement with the federal government if the latter may then withdraw and leave the province to absorb all costs.
- On March 17, 1994, you met with Guy Roy and Henri Grimard. The province once again asked for more than \$20 M and reiterated its argument that it should receive amounts at least equal to those received by Alberta and Saskatchewan.

.../3

- 3 -

Public and Community perception

- The community (parents committees, teachers, groups involved in education such as the Société franco-manitobaine, as well as the school division) is worried that it will not receive the necessary funding for implementation of the francophone school division. The community feels left out of discussions.
- The province is stating publicly that it and the federal government are "miles apart" and is blaming the federal government for being intransigent.
- The new francophone school division has drawn up its budget, which has not yet been made public, but it is understood that it is in the area of \$22.8 M for operations, implementation, and refrancisation.

The arguments

1. The province feels that it is being penalized because it went ahead and legalized school governance, while other provinces which have been dragging their feet are going to get more money.

Reply When the province of Manitoba adopted the Public Schools Amendment on July 27, 1993, it did what it was obliged to do in law. After the Supreme Court judgement of March 4, 1993, the province had no choice. The only basis for funding governance is the additional costs of implementing school governance. However, we are willing to consider some costs already incurred, such as the costs of holding the elections for commissioners and for regional committees.

2. The province feels that it is being penalized in comparison to Alberta and Saskatchewan (see Premier Filmon's letters to the Prime Minister and Mr. Dupuy and Mr. Dupuy's response). The province feels that funding should be apportioned on a per capita basis, and that in comparison to Alberta and Saskatchewan it is not getting a fair deal.

Reply

- As Mr. Dupuy indicated in his reply to Mr. Filmon, the government's intention was not to allocate the funds on a per capita or enrolment basis; instead, the funds are intended to supplement the average per-pupil allocation and pay for additional costs of francophone school governance.

.../4

- 4 -

- T.P.
- In addition, during the five years of the last Protocol (1988-89 to 1992-93), Manitoba received \$47.9 M from this department, of which approximately \$21.8 M was designated for minority language education. In Alberta in the same time period approximately \$21.8 M was designated for minority language education, in spite of the fact that, according to the 1991 census there were 57,700 francophones in Alberta and 51,000 in Manitoba.
 - Furthermore, the funds which Alberta will receive under the Special Measures (\$24 M) include a large component for postsecondary education (\$7.7 M) and for school community centres (\$4.5 M). Therefore, the implementation of school governance in Alberta will cost \$11,735,000. In Saskatchewan, under the Special Agreement (\$21.9 M) \$13.6 M was designated for school construction, and \$9.3 M was designated for the implementation of school governance. It should also be pointed out that Saskatchewan's needs are much different from those in Manitoba, where, comparatively speaking, the infrastructure is in much better shape.

Federal position

- You may wish to point out that funding cannot be 100% federal, and that you are waiting for Manitoba to submit a request which shows provincial participation to at least the 50% level.

What we can offer

- You may wish to inform them that, once such a request showing provincial participation is received, funding of up to \$13 million is to be reserved for a special agreement with Manitoba.
- If they insist that this is completely inadequate, you may wish to state that you want to be convinced that Manitoba is really talking about additional costs for francophone school governance and not total, normal costs of francophone education. You may indicate that, to date, no such clear demonstration has been made.
- However, should Manitoba claim that it has special needs that cannot be met with this level of funding, and in order to take some pressure off the agreement under the Special Measures, you may wish to say that you are willing to consider certain projects, such as refrancisation, for funding under the bilateral agreement once the Protocol with the CMEC is signed.

.../5

- 5 -

- As well, as we have done with other jurisdictions in the past, we may conclude an auxiliary agreement to the bilateral agreement, in which supplementary funds could be guaranteed for projects such as refrancisation, teacher training, and bursaries, for example. This would have the added advantage of ensuring that any funds above \$13 M would be designated for specific projects which fall directly within our objectives.

Lyette Doré DG

Attach.

Sheila/Roger/Chrono
A circuler/Dossier central

4097-93-180/7-4

LA

May 3, 1994

94-04804

4097-180/7

L. Doré

M. Rochon

E. Châtillon

The Honourable Gary Filmon, M.L.A.
Premier of Manitoba
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

MAY 31 1994
MAY 31 1994

Dear Mr. Filmon:

Thank you for your letter of March 18, 1994, regarding funding for minority-language education in Manitoba, and for the copy of your letter to the Prime Minister on this matter.

Lillehammer was a truly wonderful experience and I am delighted we had the chance to meet there. You may be assured of my continuing support for Winnipeg's bid to host the 1999 Pan-American Games. Please accept my best wishes for every success in this endeavour.

I appreciate your making me aware of your concerns about the level of funding to be provided to Manitoba under a special initiative for the implementation of Francophone school governance. Assisting the provinces in meeting their constitutional obligations on minority-language education is of particular importance and you may rest assured that the federal government remains committed to supporting provincial efforts to reach this goal.

It is important to understand, however, that the special measures taken constitute a one-time only initiative to help certain provinces with the costs of catching up in establishing Francophone school governance and French post-secondary education. The assistance envelope contains \$112 million to be divided between these provinces on the basis of need, according to the extra costs of implementation in each province. It was never the government's intention to allocate these funds on a per capita or enrolment basis but rather that they should supplement the average per-pupil allocation already provided by the province.

.../2

- 2 -

Under the previous bilateral agreement for French minority-language education and French second-language instruction, a large proportion of Manitoba's total funding was designated for minority-language education. This has enabled Manitoba to develop its minority-language programs and I am sure you will appreciate that other provinces may need more federal assistance at this time to implement school governance in their jurisdictions.

I certainly recognize Manitoba's efforts to fulfil its constitutional obligations and congratulate your province on its achievements to date. You can be assured that I am ready to assist you in meeting your goals in this important area of endeavour. I have asked Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Citizenship and Canadian Identity, to meet with Donald A. Leitch, Clerk of Manitoba's Executive Council, to discuss a possible financial arrangement.

I hope an agreement will soon be reached with Manitoba on sharing these additional costs for implementing Francophone school governance and appreciate your co-operation in this matter.

Yours sincerely,

Original Signed by

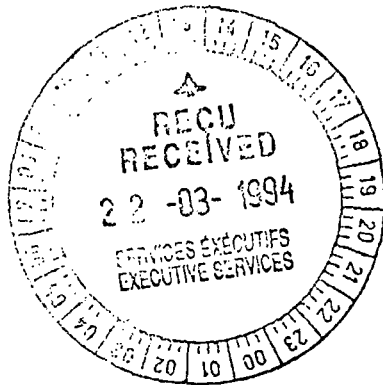
a signé l'original :

Michel Dupuy



THE PREMIER OF MANITOBA

Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8



March 18, 1994

340034
4097-186/7

The Honourable Michel Dupuy, P.C., M.P.
Minister of Canadian Heritage
Room 230 Confederation Building
House of Commons
Ottawa ON K1A 0A6

Dear Minister, *Michel*

First let me tell you I very much enjoyed meeting you in Lillehammer. In addition I want to tell you how much the Pan American Organizing Committee and I appreciated your efforts to support the bid for Winnipeg hosting the 1999 Pan American Games. We were very pleased with the progress to date. In addition I am advised that your attendance at the Pan American Games reception in Ottawa for Pan American Ambassadors and High Commissioners on March 10th was well received by those attending.

I am also writing to provide you with a copy of correspondence I have sent to the Prime Minister expressing our concern that Manitoba is not being allotted a fair share of the \$125 million the Government of Canada is providing for federal-provincial agreements for minority language education among the six provinces of Manitoba, Saskatchewan, Alberta, British Columbia, Nova Scotia and Newfoundland.

As you will note Manitoba has the largest number of francophone children of school age and the largest enrollment in french language programs and schools of the six provinces. I know of the need of both the provinces of Alberta and Saskatchewan for federal assistance however I believe Manitoba is no less deserving of a contribution from the Government of Canada to support this very important initiative that my government has undertaken. We are proud of our achievements in this regard and have enjoyed a very close working relationship with the community. I believe we continue to enjoy their support in this regard.

DOCUMENT CONTROL
CENTRE

21 PM 2:31

-2-

The current offer of \$11 million as communicated by federal officials is, quite simply, inadequate. Manitobans and particularly franco Manitobans would expect to receive reasonable treatment from the Government of Canada. We are operating a very good education system and the new Manitoba Francophone School Board will have transferred to it excellent facilities. Nonetheless federal participation in Manitoba should not be so different from that in other provinces.

I would appreciate your support in ensuring a fair and reasonable contribution by the Government of Canada to francophone school governance in our province.

Yours sincerely,


Gary Filmon

DEMOGRAPHIC DATA BY PROVINCE

Province	Francophone Population	Francophone Children (5-19 years) of age	School Population FLI programs & Schools
Manitoba	55 295	8 300	5 464
Saskatchewan	24 300	2 330	1 076
Alberta	64 760	8 070	2 519
British Columbia	58 680	5 535	2 170
Nova Scotia	39 415	6 730	3 487
Newfoundland	3 230	350	257
TOTAL	245 680	31 315	14 973

**PROPORTIONAL DISTRIBUTION OF THE AVAILABLE
\$78 MILLION BY PROVINCE
AND DEMOGRAPHIC DEFINITION SELECTED**

Province	Francophone Population (in millions\$)	Francophone Children (5-19 years of age) (in millions\$)	School Pop. FL 1 programs & & schools (in millions\$)	Agreements already signed (in millions \$)
Manitoba	17.6	20.8	28.6	-----
Saskatchewan	7.8	5.8	5.6	21.9
*Alberta	20.7	20.2	13.2	24.0
British Columbia	18.7	13.9	11.4	-----
Nova Scotia	12.6	16.8	18.3	-----
Newfoundland	1.0	0.9	1.3	-----
TOTAL	78.4	78.4	78.4	45.9

*Of the \$24 million some \$6 million is targetted at expansion of physical facilities at the Faculté Saint-Jean and \$1.76 million is for the enhancement of access to french language education at the post secondary level, leaving a balance of \$16.24 million for minority language education support.

THE PREMIER OF MANITOBA

Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

March 18, 1994

The Right Honourable Jean Chrétien, P.C., M.P.
Prime Minister of Canada
Langevin Block
House of Commons
Ottawa ON K1A 0A2

My dear Prime Minister: *Jean*

I am writing this letter as a partial followup to our meeting in Winnipeg on March 2, 1994. I very much appreciated the opportunity to speak with you at that time and to outline our government's thinking on some of Manitoba's principal priorities.

In the near future, I will be writing to you further to bring you up to date on our efforts to deal with tobacco smuggling and our request that the federal government provide stepped-up support for those efforts.

My purpose in writing this letter is to focus on two other issues we discussed on March 2 -- our campaign for the headquarters office of the North American Commission on Environmental Cooperation, and the status of the negotiations concerning a federal contribution toward the implementation of Francophone school governance in our province.

North American Commission on Environmental Cooperation

You will recall that, during our meeting, I put forward what I believe are very strong and persuasive arguments for locating the North American Commission for Environmental Cooperation in Winnipeg. I also provided you with copies of the detailed material the Manitoba government submitted to the consultants hired to provide a comparison of qualifications in various cities across the country. It is our understanding that the consultants' report has been in the hands of the Minister of Environment for nearly two weeks.

- 2 -

Last week, our Environment Minister, the Honourable Glen Cummings, led a Manitoba delegation to Ottawa to meet with members of your government to ensure they are fully aware of Manitoba's and Winnipeg's capabilities. Meetings were held with the Minister responsible for International Trade, the Honourable Roy MacLaren, members of the Manitoba Liberal Caucus, the Mexican Ambassador, and senior representatives of the American State Department. It was interesting to learn that both of Canada's partners in NAFTA told us that their countries' advice to our federal government was that it would not be appropriate to locate the NACE headquarters in a city and a province which had been opposed to NAFTA and which had not cooperated in developing the environmental side agreements. Specific provinces were mentioned.

While that information was encouraging, it was disturbing to learn from the delegation at the same time that some members of your government apparently believed that Winnipeg was not a suitable location because of difficulties with air access to the three nations' capitals. This is totally erroneous. The material submitted to the consultants demonstrated the excellent air service Winnipeg enjoys not only to Ottawa, Washington, and Mexico City, but also to key regional cities throughout North America. As you know, with environment's being a shared jurisdiction, it will be important to have access to major cities throughout our country, including cities in the central and western U.S. and Mexico. Winnipeg's location in the middle of the continent and in the central time zone is a major advantage both for transportation and communications. If, indeed, access and flight times to the three national capitals were to be pivotal factors, and if Winnipeg were to be ruled out on those grounds, then any city west of Winnipeg would clearly be ineligible as well.

It is interesting to note, however, that the U.S. government is indicating that Texas, and in all likelihood either Dallas or San Antonio, will be the location for the Labour Standards Secretariat under NAFTA. The U.S. government has thus recognized the merits of a central location in the central time zone, and I believe the Canadian government should do so as well.

Francophone School Governance

During our March 2 meeting, I also undertook to provide you with additional information with respect to the ongoing discussions of an agreement under which the Government of Canada would participate financially in the establishment of Francophone school governance in Manitoba. Those discussions followed the enactment, at the last session of the Manitoba Legislature, of legislation to establish a Francophone school division to provide for governance over public education in our province. My government was pleased to

- 3 -

initiate this legislation and were encouraged as well when, in the spring of 1993, the Honourable Monique Landry, the former Secretary of State, announced in Winnipeg that the Government of Canada would provide \$112 million for special agreements for the management and control of French minority language education in the provinces of British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Nova Scotia and Newfoundland, and for French language post-secondary education in Ontario and New Brunswick. The federal commitments to these two priorities were \$78.4 million and \$33.6 million respectively, totals which were said to represent "new money", over and above those funds received from the federal-provincial agreements for minority language education. The new agreements were to cover a period of six years.

As I indicated during our meeting, the results of our officials' discussions to date have been disappointing, principally because the federal support offered to Manitoba is disproportionately low relative to amounts provided to other provinces. As you will note from the attached table outlining relevant demographic data, Manitoba has the largest number of Francophone children of school age of any of the six provinces eligible for federal support under the program announced last year. In addition, Manitoba has the largest enrolment of that Francophone school population in French language programs in schools to be run by the new Francophone school board. Using either of these two measures for distribution of the funds, Manitoba would be entitled to a significant proportion of the federal monies available. For example, using the proportion of Francophone children of school age, Manitoba would be entitled to some \$20.8 million of the total of \$78.4 million available from the Government of Canada. Using the proportion of children actually enrolled in French language programs, Manitoba would be entitled to some \$28.6 million. To date, however, federal officials have offered only \$11 million over six years. Moreover, the federal offer was made to Manitoba at a time when Canada was entering into agreements with the governments of Saskatchewan and Alberta to provide \$21.9 million and \$16.2 million respectively, as well as some \$8.0 million for post-secondary support for Alberta. Manitoba has approximately five times as many students enrolled in French language education as does Saskatchewan, and about twice as many as does Alberta.

Recognizing the importance of this issue in Manitoba, the significant number of children enrolled in French language education, and the benchmarks established in the agreements with the two other prairie provinces, I am sure you will share our view that the \$11.0 million current offer from the Government of Canada is not

- 4 -

a fair allotment for our province or for the parents who have chosen to enroll their children in French language education starting in September of this year. It is my hope that the Government of Canada will not shortchange the more than 5,400 children involved and will revise its offer in order to become an equitable partner in the provision of French language education.

The equity argument may best be understood when it is recognized that, while Manitoba accounts for approximately 36% of the children in the six eligible provinces who are enrolled in minority language education, we are being offered only 14% of the federal financial assistance available, not counting the funds that have been allocated to post-secondary education in Ontario and New Brunswick.

I hope this information will assist you in looking into our concerns. I will provide a copy of this letter to the Honourable Lloyd Axworthy, who has indicated to our Minister of Finance that he too would be reviewing this issue. I am also writing to the federal Minister directly responsible for this program, the Honourable Michel Dupuy.

Thank you again for making time available to discuss these matters with me earlier this month and for agreeing to look into them further.

I look forward to an early opportunity to meet with you once again, both to discuss issues of importance to Manitoba and to review major national issues, including followup to our December meeting of First Ministers.

Yours sincerely,



Gary Filmon

Enclosure

bcc: The Honourable Lloyd Axworthy
The Honourable Michel Dupuy

*With Rager for approval. - Approved June 14th.
by R. A.
see attached letters
- Copie envoyée à Jean Néry 14/6/94*

FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE

BACKGROUND

In Manitoba, francophone school governance is a legal reality. The Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act was adopted in Manitoba on July 27, 1993 and a new Francophone School Division has been created and new commissioners elected. Therefore the federal government objective - that the province should respect its constitutional obligations with regard to francophone school governance - has been met, and without cost to the federal government. However, the province expects federal funding to the same extent as in other provinces and the point of contention is the federal share towards the extra costs for the implementation of the new Francophone School Division.

Negotiations are stalled: the province has indicated that costs will approximate \$22.8 million, and has made a request for that amount from Canadian Heritage. However, the Department has indicated that a request in the order of approximately \$11 million would be more acceptable.

TALKING POINTS

- ✓ ● You may wish to congratulate Manitoba for having gone ahead with legislation to permit francophone school management and add that you are pleased that the Francophone School Division is in place. .../2
- ✓ ● You may wish to point out that francophone school management is a provincial obligation under Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms and congratulate Manitoba for respecting the Charter.
- ✓ ● You may also wish to reiterate your desire to assist in funding implementation, and point out that we are in the second year of the existence of the \$112 million special Measures Funding for School Governance and Postsecondary Education and that you are disappointed that Manitoba has not yet signed an agreement to access these funds.
- You may want to point out that, during the five years of the last Protocol (1988-89 to 1992-93), Manitoba received \$47.9 million from your department, of which approximately \$21.8 million was designated for minority language education. You may wish to add that funding can not be 100% federal, and that you are waiting for Manitoba

to submit a request which shows provincial participation to at least the 50% level.

- ✓ ● You may wish to inform Mr. Filmon that you have instructed your officials that, once such a request is received, funding of up to \$13 million is to be reserved for a special agreement with Manitoba.
- Should Mr. Filmon indicate that this is completely inadequate, you may wish to state that you want to be convinced that Manitoba is really talking about additional costs for francophone school governance and not total, normal costs of francophone education. You may indicate that, to date, no such clear demonstration has been made. Once this is demonstrated you will be able to consider whether the funding for Manitoba could possibly be slightly increased, but that this would be your final offer, as, in order for new money to be made available to Manitoba, the Department would have to make some extremely difficult decisions.
- You may wish to remind him that you have asked Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Citizenship and Canadian Identity, to meet with Mr. Don Leitch, Clerk of the Executive Council for Manitoba, to advance the discussions.
- You may wish to conclude by reminding him that time is of the essence for the province of Manitoba to receive funding and for franco-manitobans to benefit from this initiative.

PROTOCOL ON MINORITY LANGUAGE EDUCATION AND SECOND LANGUAGE INSTRUCTION AND BILATERAL AGREEMENT

Status of negotiations

The Council of Ministers of Education (Canada) has not as yet informed us of the reaction of the provinces to our financial proposal dated March 25th. It seems there is a lack of consensus on the part of the provinces in regard to the proposal. Those provinces which object to it are of the opinion that a too large part of the cuts in the Program budget is borne by the Infrastructure component as compared to the development component.

This is the second year since the renewal of the Official Languages in Education Program for a 5-year period. Last year, in the absence of a signed Protocol, the Program was administered under Provisional arrangements with each province. It is expected that we will have to rely on the same strategy for this fiscal year, at least until the Protocol is signed and we can begin to negotiate bilateral agreements.

In the meantime we are awaiting a response from the CMEC. Discussions are continuing.

MANITOBA'S SUBMISSION FOR FUNDING PROJECTS AND ACTIVITIES FOR 1994-95.

We are looking forward to receiving Manitoba's submission for funding projects and activities for 1994-95. These projects, which are usually funded under the bilateral agreement will be dealt with this year under provisional measures, pending the signing of the Protocol and the negotiation of the bilateral agreement with Manitoba.

attach. (Letters from Filmon to Chrétien and Dupuy, and Dupuy's reply)

y:\manitoba\gestion\dupuymem.j21

ESBAUCHE
DRAFT

The Honourable Gary Filmon, M.L.A.
Premier of Manitoba
Province of Manitoba
Room 204
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

Dear Mr. Filmon:

I am writing to you concerning Canada's proposed contribution towards the implementation of francophone school management in Manitoba.

In June and July of this year, Mr. Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Citizenship and Canadian Identity, held discussions with senior officials of the Manitoba Department of Education, regarding the implementation of francophone school management in Manitoba. You will recall that we discussed this issue recently in Guayaquil, Ecuador.

I would like to confirm the terms of a recent conversation between Mr. Roger Collet and Mr. Don Leitch, in which it was agreed that the Department of Canadian Heritage will contribute \$15 million towards the implementation of francophone school management in Manitoba. Of this amount, \$13 million will come from the fund established under the Special Measures for Francophone School Governance and Postsecondary Education. A further \$2 million will be added for refrancisation measures and will come from the supplementary funds under the Official Languages in Education Program. The \$2 million for refrancisation is an additional amount, over and above the funds which will be allocated to Manitoba for other projects and activities under the regular bilateral agreement on Official Languages in Education.

I am very pleased that we were able to come to an understanding and I look forward to signing the agreement on the implementation of francophone school management in Manitoba.

Yours sincerely,

Michel Dupuy

This meeting will not take place, due to the agreement as indicated in the draft letter from Dupuy to Filmon.

MEMORANDUM TO: THE MINISTER OF CANADIAN HERITAGE

FROM: THE ASSISTANT DEPUTY MINISTER
CITIZENSHIP AND CANADIAN IDENTITY

VIA: THE DEPUTY MINISTER OF CANADIAN
HERITAGE

SUBJECT: Your meeting with Gary Filmon on francophone school governance in Manitoba

PURPOSE OR ISSUE

The purpose of this note is to provide you with information on recent events and talking points for your meeting on francophone school governance with the Honourable Gary Filmon, Premier of Manitoba.

BACKGROUND

In Manitoba, francophone school governance is a legal reality. The Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act was adopted in Manitoba on July 27, 1993, a new Francophone School Division was created and new commissioners elected. The new board should be operational by September of this year.

However, the province expects federal funding to the same extent as in other provinces and negotiations are stalled. The point of contention is the extent of the federal contribution towards the extra costs for the implementation of the new Francophone School Division.

.../2

- 2 -

The province has made several requests. In May, 1992, Manitoba presented a first request for \$30.6 M over 5 years (1993-94 to 1997-98). This amount included slightly more than \$12 M for administration of the system, as well as amounts for improving access to services, for program development, measurement and evaluation, research and development and the sum of \$3.5 M for the construction of a school-community centre in St-Vital.

At that time, however, the province was not willing to commit itself to paying for 50% of the anticipated costs and Mr. Guy Roy, Assistant Deputy Minister, Bureau de l'Éducation française, had confirmed this position in writing.

On October 6, 1993, senior provincial officials presented a new request for funding francophone school governance to Mr. Rochon, who indicated that the request, of approximately \$ 25 M, was much too high.

On October 18, 1993, the province faxed a new request, for \$22,860,000. This request, like the previous ones, seems to represent 100% federal funding, no contribution from the province being indicated.

On March 17, 1994, Mr. Roger Collet met again with Mr. Guy Roy. The province once again asked for more than \$20 M and reiterated its argument that it should receive an amount at least equal to those received by Alberta and Saskatchewan (see attached letters from Premier Filmon to Prime Minister Jean Chrétien and to yourself, dated March 18, 1994).

On June 24, 1994, Mr. Roger Collet met with senior provincial officials. The following points were discussed:

- The provincial government reiterated its desire to receive its fair share of the Special Measures fund of \$112 million. We confirmed that this is also the intent of the Department of Canadian Heritage, and explained the agreements signed with other provinces under the Special Measures.
- We mentioned that you were prepared to increase the part allotted to Manitoba for sharing costs of implementation of school governance by \$2 million, which would bring the amount provided by the federal government to Manitoba to \$13 million, an amount which compares favourably to that received in other provinces, in particular in Saskatchewan and Alberta.

.../3

- 3 -

- We also mentioned that you were willing to consider other needs linked to francophone education under the regular Official Languages in Education Program, such as the costs of refrancisation for new students arriving in the francophone school board. A contribution of up to \$2 million could be made towards these costs, once the new Protocol is signed with the CMEC.
- The provincial officials indicated at the end of the meeting that the new federal proposal represented real progress.

However, Mr. Don Leitch, Clerk of the Executive Council, subsequently informed Mr. Collet that Mr. Filmon had refused any offer below \$22 million. It seems that his target is for Manitoba to receive no less than the total amounts agreed upon with the provinces of Saskatchewan and Alberta (see letter from Mr. Collet to Mr. Carlyle, attached).

In a telephone conversation with Mr. Carlyle today, Mr. Collet indicated that he had your approval to offer a total of \$15 million, of which \$13 million would come from the Special Measures and up to \$2 million would come from the supplementary funds under the Official Languages in Education Program. Mr. Carlyle indicated that he would recommend to Premier Filmon that he accept the offer.

TALKING POINTS

- You may wish to congratulate Manitoba for having gone ahead with legislation to permit francophone school management and add that you are pleased that the Franco-manitoban School Division is in place.
- You may wish to congratulate Manitoba for respecting the Canadian Charter of Rights and Freedoms.
- You may also wish to reiterate your desire to assist in funding implementation, and point out that we are in the second year of the existence of the \$112 million Special Measures Funding for School Governance and Postsecondary Education. You are concerned that Manitoba has not yet signed an agreement to access these funds.
- You may also wish to add that your officials have been informed that the new francophone school division has submitted its budget to the Department of Education, and that it is under review.

.../4

- 4 -

- You may wish to add that the funds which Alberta will receive under the Special Measures (\$24 M) include a large component for postsecondary education (\$7.7 M) and for school community centres (\$4.5 M). Therefore, the implementation of school governance in Alberta will cost \$11,735,000. In Saskatchewan, under the Special Agreement (\$21.9 M) \$13.6 M was designated for school construction, and \$9.3 M was designated for the implementation of school governance. It should also be pointed out that Saskatchewan's needs are much different from those in Manitoba, where, comparatively speaking, the infrastructure is in much better shape.
- You may wish to inform Mr. Filmon that you have instructed your officials that, once a request showing the provincial implementation plan is received, funding of up to \$13 million is to be reserved for a Special Agreement with Manitoba. You may wish to add that you are willing to consider a special additional contribution of \$2 million, for a **total contribution of \$15 million**, to help the province with students entering the new school division who have problems in French. Such an effort could be implemented through the supplementary funds under the Official Languages in Education (OLE) Program once the Protocol with the CMEC is signed. **This is the most the Department of Canadian Heritage can possibly offer the province for francophone school governance.**
- You may wish to add that you want to be convinced that Manitoba is really talking about additional costs for francophone school governance and not total, normal costs of francophone education. You may indicate that, to date, no such clear demonstration has been made.
- You may wish to conclude by reminding Mr. Filmon that time is of the essence for the province of Manitoba to receive funding and for franco-manitobans to benefit from this initiative.

Roger Collet ADM CCI.

Marc Rochon DM

Attachments

MESSAGE CONFIRMATION

DATE: 08/11/94 TIME: 08:55

ID: SEC. D'ETAT - SO

DATE	TIME	TX-TIME	DISTANT STATION ID	MODE	PAGES	RESULT
08/11	08:52	02'26"	613 957 5003	G3-S	006	OK

Langues officielles dans l'enseignement
Official Languages in Education



TRANSMISSION D'UN DOCUMENT - FACSIMILE TRANSMITTAL

Date: 11 août 1994

À - To:

BARBARA KIRK

**Ministère/
Department:**

BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ
Secrétariat des opérations
gouvernementales et relations de
travail

N° tél./Tel. No.:

(613)

⁵⁴⁹⁷
957-5402

N° télécopieur/Facs No.:

(613)

957-5003

Nombre de pages (incluant cette page):
Number of pages (including this page):

6

De - From:

SHEILA MACDONALD

Langues officielles dans
l'enseignement
Secrétariat d'État
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

Official Languages in Education
Dept. of the Secretary of State
Ottawa, Ontario
K1A 0M5

N° tél./Tel. No.:

(819) 994-3442

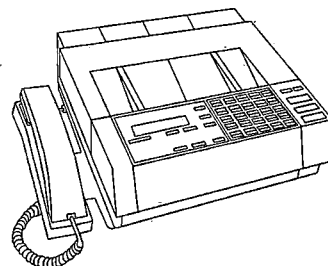
N° télécopieur /Facs No.:

(819) 953-6580

Observations/

Comments:

*As promised.
Call me if you have any questions.*



Sheila



Date :	09.06.94
Prep. by	
Prép. par :	V. BEAUDOIN
Appr'd by	
Appr. par :	R. FARLEY
	L. DORÉ
	R. COLLET

Votre référence Your file

Notre référence Our file LOE-3858

JUN 10 1994

NOTE DE SERVICE AU :

**SOUS-MINISTRE ADJOINT
CITOYENNETÉ ET
PROGRAMME D'IDENTITÉ CANADIENNE**

DU :

**COORDONNATEUR
LANGUES OFFICIELLES DANS
L'ENSEIGNEMENT**

VIA LA :

**DIRECTRICE GÉNÉRALE
PROGRAMMES D'APPUI
AUX LANGUES OFFICIELLES**

OBJET :

**Négociation du Protocole d'entente relatif à
l'enseignement dans la langue de la minorité et à
l'enseignement de la langue seconde**

Cette note a pour but de vous informer de l'état des négociations du Protocole et de vous faire des suggestions quant à la poursuite des négociations.

Le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] ne nous a pas encore fait parvenir la réponse des provinces à notre proposition financière du 25 mars dernier. Les informations que nous avons obtenues jusqu'ici indiquent un manque de consensus des provinces quant à notre proposition. Les provinces qui s'y objectent estiment que les fonds destinés à l'infrastructure assument une trop grande part des nouvelles coupures comparativement au développement.

.../2



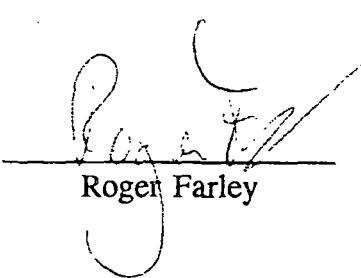
- 2 -

Lors des assises pancanadiennes sur l'éducation tenues à Montréal à la fin du mois de mai, les sous-ministres provinciaux de l'éducation ont demandé au Secrétariat du CMEC d'examiner d'autres scénarios de répartition du financement fédéral. Les provinces auraient ensuite à étudier ces scénarios et à décider si elles veulent nous présenter une contre-proposition. L'élaboration des scénarios et de la contre-proposition du CMEC pourrait prendre passablement de temps et la signature d'un nouveau Protocole pourrait s'en trouver considérablement retardée.

Nous nous attendons à ce que la réponse des provinces prenne l'une de deux formes : ou bien les provinces acceptent notre proposition financière ou bien elles la refusent et nous présentent une contre-proposition. Pour parer à cette dernière éventualité, nous sommes présentement à étudier divers scénarios de financement qui répondraient aux préoccupations des provinces tout en conservant une marge de manoeuvre intéressante au niveau des fonds supplémentaires (consacrés au développement).

Nous devons également prendre une décision quant à la mise en place de mesures provisoires pour l'année en cours. Les besoins se font pressants dans plusieurs provinces, notamment les plus petites. Cependant, la signature de mesures provisoires réduirait, pour les provinces, l'urgence de signer le nouveau Protocole.

Nous aimerions vous rencontrer sous peu pour discuter de ces questions et décider d'un mode d'action.



Roger Farley

ORIGINAL SIGNÉ PAR
ORIGINAL SIGNED BY

Lyette Doré DGPALO

Sig. 94/5/10

Inform. _____

Apprv'l _____
Approb. _____

Prep. by Yvan M. Dery
Prép. par _____

Aprv'd by Pierre Gaudet
Appr. par _____

Lyette Doré

Roger Collet

Marc Rochon

NOTE AU: MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

DU: SOUS-MINISTRE ADJOINT
CITOYENNETÉ ET PROGRAMME D'IDENTITÉ
CANADIENNE

VIA: LE SOUS-MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

OBJET: **Demande d'information de M. Lloyd Axworthy
sur le financement de la communauté
franco-manitobaine et l'entente sur la
gestion scolaire présentement en négociation**

- À la demande de votre Cabinet, vous trouverez ci-joint quelques notes faisant état du financement comparé de la communauté franco-manitobaine et des communautés voisines.
- Vous pourrez partager ces notes avec M. Axworthy si vous le jugez à propos.

Roger Collet SMA CPIC

Marc Rochon SM

COMPARAISON ENTRE L'AIDE FÉDÉRALE À LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE DU MANITOBA ET CELLE DE L'ALBERTA

M. Axworthy vous a demandé si la communauté franco-manitobaine n'était pas désavantagée par rapport à la communauté franco-albertaine (ou à d'autres communautés) quant au financement que lui accordaient les programmes de langues officielles.

Il convient de préciser les points suivants :

- Il est difficile de comparer les situations provinciales entre elles.
- L'aide directe accordée aux communautés minoritaires varie avec la situation de chaque communauté. On ne peut se baser sur une répartition *per capita*.
- Il faut aussi situer l'aide aux groupes dans le contexte de l'ensemble de l'aide accordé à une communauté, notamment par le biais des ententes fédérales-provinciales en matière d'enseignement et en matière de services publics.
- En plus des fonds «normaux» d'appui à l'enseignement dans la langue de la minorité, le Ministère négocie présentement avec certaines provinces des ententes spéciales pour la mise en place de la **gestion scolaire** et l'amélioration de l'enseignement postsecondaire pour les francophones.
 - Ces **mesures spéciales** (fonds spéciaux obtenus du Cabinet en 1993) sont **temporaires** (*one-shot deal*) : elles visent à effectuer un **rattrapage** chez les communautés les plus défavorisées. À ce chapitre, les communautés de l'Alberta ont des besoins plus grands que celles du Manitoba.

ENSEIGNEMENT ET MESURES SPÉCIALES SUR LA GESTION SCOLAIRE

- Le tableau suivant présente le financement octroyé aux provinces de l'Ouest pour la minorité par les programmes de langues officielles, et les prévisions pour les mesures spéciales sur la gestion scolaire.

Financement aux provinces (Population minoritaire 1991)	Ententes fédérales-provinciales «régulières» (1992-1993)		Mesures spéciales (gestion scolaire...) 1993-1998
	Promotion - Services divers	Éducation (langue de la minorité)	
Manitoba (51 020)	1,1	4,4	(10) ¹
Saskatchewan (22 960)	0,5	8,3	8,4
Alberta (57 740)	-	2,9	24,0
Colombie-Britannique (51 720)	0,05	2,5	(10) ²

1. Les négociations avec le Manitoba se poursuivent : la province demande beaucoup plus que les 10 ou 11 millions que le Ministère peut offrir.
2. Les négociations avec la Colombie-Britannique achoppent; la province hésite à investir dans la gestion scolaire pour les francophones.

Au Manitoba

- La minorité franco-manitobaine jouit de droits constitutionnels (langue de l'Assemblée, des lois et des tribunaux) et de services provinciaux en français sans pareils dans l'Ouest.
- Le gouvernement fédéral verse 1,1 million par année à la province pour la mise sur pied de services en français (autres que l'enseignement), et la province subventionne directement les projets de certaines associations minoritaires. Nous versons également 4,4 millions à la province pour l'enseignement dans la langue de la minorité.
 - Au total, le **Manitoba** a reçu 47,9 millions de \$ pour les langues officielles dans l'enseignement au cours des 5 dernières années, dont 21,8 millions pour l'enseignement à la minorité.

- Ces fonds ont permis de financer certains projets d'importance, dont la rénovation du Collège universitaire de Saint-Boniface (967 000 \$).
- Nous négocions présentement une entente spéciale avec la province pour appuyer la mise en place de la gestion scolaire pour les francophones.

En Alberta

- La province a refusé jusqu'ici de conclure un accord sur la prestation de services en français. Les francophones ne jouissent d'aucun droit constitutionnel garanti et ne reçoivent aucune subvention directe de la province. Les organismes de la communauté recevaient toutefois autant d'aide directe du ministère que la communauté franco-manitobaine.
- Au total, l'Alberta a reçu 51,1 millions de \$ pour les langues officielles dans l'enseignement au cours des 5 dernières années, dont seulement 13 millions pour l'enseignement à la minorité.
- Nous venons de conclure une entente avec la province en vertu des mesures spéciales d'appui à la gestion scolaire et à l'enseignement postsecondaire en français; la province recevra 24 millions de \$ au cours des 6 prochaines années.

L'AIDE FÉDÉRALE DIRECTE À LA COMMUNAUTÉ

(Population minoritaire 1991)		1993-1994
Manitoba	(51 020)	1,98
Saskatchewan	(22 960)	3,4 ¹
Alberta	(57 740)	1,98
Colombie-Britannique	(51 720)	1,3

1. 1993-1994 a été la première année de la seconde entente Canada-communauté en Saskatchewan. Les budgets alloués à la communauté ont diminué de 25 p.100 entre 1992-1993 et 1993-1994, pour atteindre 3,4 millions. En vertu de l'entente et des dernières coupures budgétaires, la communauté devrait recevoir environ 3,1 millions en 1994-1995 et 1995-1996.

Le cas de la Saskatchewan

- En 1988, la communauté faisait face à l'abolition de droits historiques par la province (le Jugement Mercure de la Cour suprême déclarait que la province n'avait pas respecté ses obligations envers sa minorité depuis 1905) et des lacunes importantes dans son développement. En raison de pressions fédérales et d'une ouverture de la province, la province et la communauté ont profité d'une conjoncture budgétaire et politique favorable (Accord du lac Meech, renouvellement de la Loi) pour négocier des ententes de 10 ans sur les services gouvernementaux et la gestion scolaire (avec la province) et de 5 ans sur l'aide directe à la communauté.
- La communauté a reçu 17 millions de \$ d'aide directe entre 1988 et 1993. Nous souhaitons à l'époque nous entendre également avec les communautés du Manitoba et de l'Alberta, mais les demandes dans ces deux cas (respectivement 35 et 55 millions de \$) étaient tellement énormes qu'il a été impossible de conclure un accord.
- L'entente avec la communauté fransaskoise a été renouvelée l'an dernier, pour une période de trois ans (10 millions de \$). La communauté est passée d'un financement de 4,4 millions en 1992-1993 à 3,4 millions en 1993-1994.
- La conjoncture budgétaire actuelle nous interdit de rêver au type de financement que nous avons accordé à la Saskatchewan dans le passé. [La Saskatchewan demeurera

une exception qu'il s'agit maintenant de ramener graduellement à un niveau de financement plus réaliste.]

La négociation d'ententes avec les communautés du Manitoba et de l'Alberta

- Nous continuerons à tenir compte de l'ensemble de l'aide que nous accordons à chaque communauté (aide directe et fédérale-provinciale) et de l'état de développement de chacune dans le cadre des négociations.
- Toutefois, la conjoncture budgétaire actuelle du programme et du gouvernement pèsera lourd dans le montant de l'appui que nous serons en mesure d'accorder.

150 personnes à l'assemblée annuelle de la FPCP

4097-94-80/7-4 ●

Les parents montrent leur frustration

Trois semaines après le jugement de la Cour suprême, la Fédération provinciale des comités de parents (FPCP) reste toujours sans nouvelles quant à sa demande de rencontrer d'urgence le premier ministre Filmon. C'est dans un climat d'incertitude face à l'avenir de la gestion scolaire que s'est déroulée la réunion annuelle de l'organisme le 20 mars.

Le gouvernement a toutefois indiqué son intention de procéder très prochainement avec le dépôt d'un projet de loi sur la gestion scolaire par la minorité francophone, en vue de se conformer au jugement unanime du 4 mars de la Cour suprême, mais sans modifier le scénario prévu avant le jugement.

Les 150 parents à l'assemblée ont pressé leur organisme de continuer à utiliser la voie juridique, si le projet de loi de la province ne modifiait pas les intentions annoncées en mars 1992.

«Qu'est-ce qui nous empêche de saisir nos écoles?», a demandé un parent à l'expert constitutionnel Michel Bastarache. La question, qui se passait de réponse, a reçu des applaudissements.

Pour le président sortant, Gilbert Savard, plusieurs interventions au cours de la journée étaient des indications du niveau de frustration des parents face aux membres du gouvernement. «Arrêtez de détailler, les nombres sont là; le tribunal a demandé d'agir sans délai.

«Il y a des parents de la Rouge à l'assemblée qui nous ont dit: si vous procédez avec les 13 écoles désignées, ne nous oubliez pas! Certains d'entre eux sont prêts à faire partie de ce rassemblement. Ça va être un défi de voir comment les intégrer.»

Une des recommandations de l'assemblée a été de demander à chaque communauté d'élire un représentant à une commission

scolaire provisoire. Les parents sont aussi prêts à suivre une formation proposée par la FPCP en vue de connaître les rôles et responsabilités de commissaire d'école.

Une partie de la journée a également été consacrée au rêve, c'est à dire à l'élaboration d'une vision de l'état d'une communauté qui gère son école française. Des jeunes, des parents impliqués et des grands parents ont donné des témoignages.

«C'était un genre de thérapie de groupe, explique Gilbert Savard. Les gens disaient spontanément ce que c'était pour eux, la gestion, il y a eu des moments émotifs. On a vu comment les liens pouvaient être resserrés entre les régions, entre l'urbain et le rural, avec les échanges, les communications à distance.

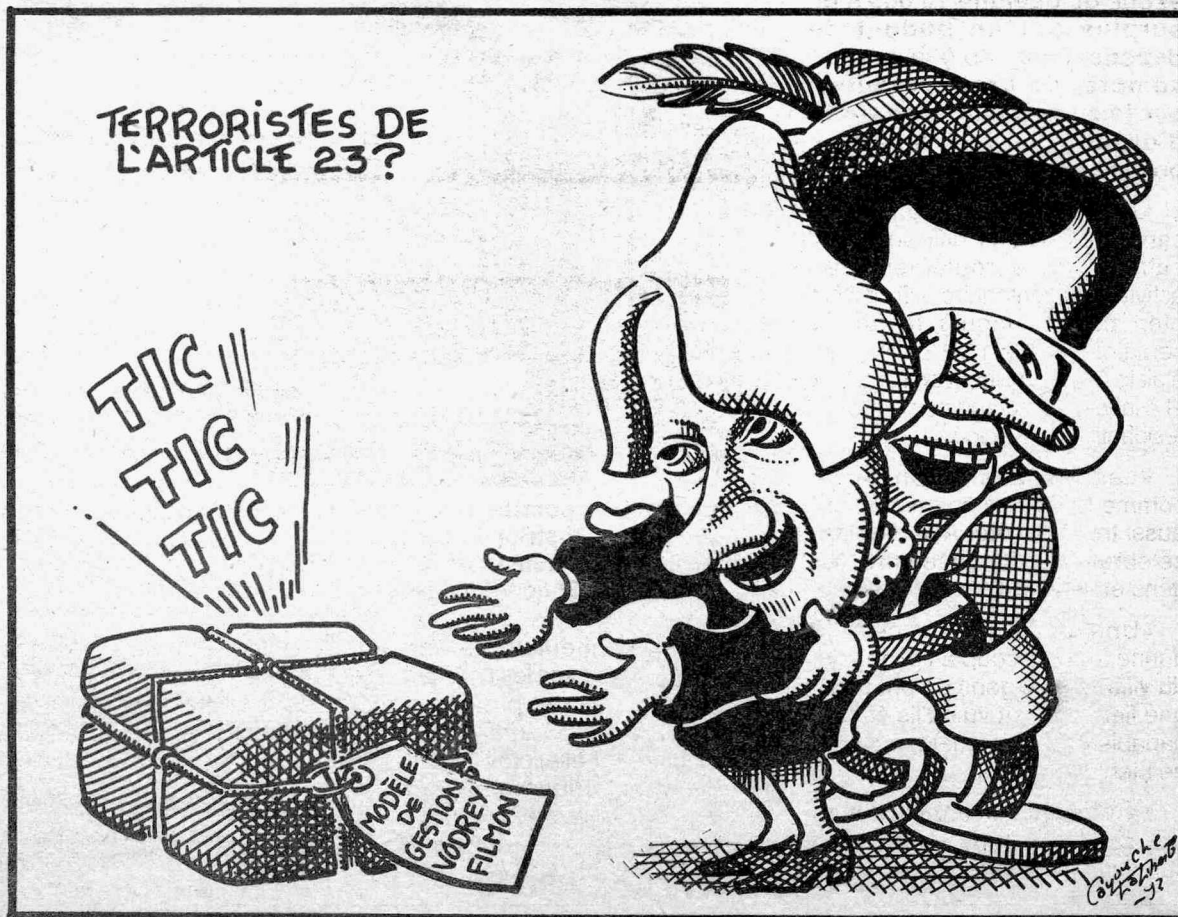
«Ce que j'ai retenu surtout, c'est la dimension culturelle de l'école. On ne veut pas un programme scolaire traduit de l'anglais, mais un système qui répond à nos besoins, à ceux de la famille franco-manitobaine, et qui débouche sur les autres familles francophones du Canada.»

Un seul nouveau membre a été élu au conseil d'administration: Gisèle Champagne de la région urbaine. Entre autres, Gilbert

Savard a été réélu. «J'aimerais bien continuer comme président; je trouve que ma job n'est pas finie.» Les représentants des

régions vont se rencontrer dans les prochains jours pour nommer les membres de l'exécutif.

Jean-Pierre DUBÉ



Michel Bastarache analyse le jugement de la Cour suprême

«Le gouvernement n'a pas la même latitude»

«La décision de la Cour suprême exige la mise en place de deux systèmes: un pour la majorité et un autre pour la minorité, a expliqué l'orateur invité de la FPCP, Michel Bastarache, lors de l'assemblée annuelle du 20 mars. Ça ne donne rien de

chercher toutes sortes de prétextes pour couper les cheveux en quatre.»

L'avocat constitutionnel, qui a représenté la Société franco-manitobaine et la Commission nationale des parents francophones à l'audience du 3 décembre en Cour suprême, soutient que le jugement du 4 mars réduit la marge de manoeuvre de la province.

Voici un résumé de ses commentaires:

- la Cour exige la participation des parents, et les parents ont déjà rejeté la proposition gouvernementale;

- le droit prévu à l'art. 23 n'est pas lié au choix de certains, mais à l'existence d'un nombre suffisant, et la Cour a indiqué que ces nombres existaient, du moins dans la région de Winnipeg;

- le statu quo n'est pas acceptable, l'art. 23 est réparateur, c'est-à-dire qu'on ne peut plus compter sur la majorité pour répondre aux besoins de la minorité;

- l'obligation de favoriser le regroupement du potentiel des enfants de la minorité (et non seulement les inscrits actuels) par l'offre active;

- le devoir de ne rien faire



photo: Jean-Pierre Dubé

Michel Bastarache: le français partiel est incompatible avec l'art. 23.

pour nuire et d'éviter toute structure qui fait obstacle au regroupement des nombres suffisants.

Pour Me Bastarache, également le président-directeur général de la compagnie d'assurances l'Assomption, de Moncton, les commentaires des juges ressemblent à une déclaration d'invalidité du projet gouvernemental.

«Le système parallèle pour

les francophones qui veulent rester avec le statu quo divise les nombres, réduit l'accessibilité et met en péril la qualité de l'éducation offerte à la minorité.

«La Cour parle de mettre en oeuvre des mécanismes qui favorisent les établissements de la minorité. Les programmes d'immersion et de français partiel, ces façons de satisfaire la minorité, sont incompatibles avec l'art. 23.

«Au minimum, le système de langue française doit avoir préséance sur les autres services offerts à la minorité. On ne peut pas maintenir un système au dépens de la commission scolaire de langue française. La délimitation du territoire ne doit pas empêcher d'attirer des élèves de langue française.»

Selon le modèle annoncé par le gouvernement, les membres de la minorité auront le choix entre être gouvernés par les commissions scolaires actuelles et la nouvelle commission francophone.

«Selon la Cour suprême, dès que vous avez une école, vous avez le droit de gestion. Il y a aucun autre critère à satisfaire. La province a l'obligation de regrouper toutes les écoles désignées immédiatement.»

J. ●

Gérant (matériaux de construction)

La Coopérative de St-Isidore, située dans la communauté francophone de St-Isidore en Alberta, recherche un gérant pour son département de matériaux de construction. Sous la direction du gérant général, la personne choisie aura la responsabilité de tous les aspects de la gérance du département comprenant les estimés, les budgets, la supervision du personnel et des lieux.

Les candidats doivent aimer servir le public et avoir d'excellentes aptitudes à négocier et à communiquer avec des employés. Ils doivent aussi être capable de contrôler, de superviser et de déléguer. Une expérience dans la vente de matériaux de construction ou de la construction sera un atout. Les candidats doivent être bilingues (français et anglais) ou désireux de l'être.

La personne choisie recevra un salaire compétitif, d'excellents avantages sociaux et aura l'opportunité de travailler dans une coopérative en pleine croissance. Si vous êtes intéressés à faire partie d'une équipe dynamique et que vous aimez relever des défis, faites parvenir votre curriculum vitae ainsi que vos exigences salariales avant le 2 avril 1993, à:

Le gérant général
Coopérative de St-Isidore
C.P. 1128
St-Isidore (Alberta)
T0H 3B0
Téléphone: (403) 624-3121
Télécopieur: (403) 624-4418

Frais différentiels pour les étudiants étrangers

Des mesures économiques qui n'économiseront pas

La province a récemment annoncé une augmentation de 75 % des frais de scolarité pour les étudiants venus de l'étranger, et ce, à partir de septembre 1993. La ministre de l'Éducation, Rosemary Vodrey, insiste qu'elle prend ces mesures pour se mettre au même niveau que les autres provinces.

«La ministre dit qu'elle suit les autres provinces en mettant des frais différentiels, remarque le nouveau représentant des communications pour la Communauté internationale des étudiant.e.s (CIE) du Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB), Mohamed Nour. Mais est-ce que les autres universités ont augmenté petit à petit ou ont-elles passé de 0 à 75 % tout à coup comme la ministre propose? C'est ça qui nous dérange le plus.» Il ajoute que le gouvernement aurait pu augmenter de 25 % par année d'ici trois ans, par exemple.

Luc Bourgeois, étudiant français au doctorat à l'Université du Manitoba, est du même avis. «C'est embêtant parce que c'est arrivé comme un cheveu sur la

soupe. Les étudiants n'ont pas été consultés; la ministre est arrivée en disant: voilà c'est fait! L'université n'est pas prête pour ça. Si le gouvernement avait dit 75 % d'ici 1996, par exemple, l'université aurait eu le temps de se préparer et d'organiser peut-être un système de bourses pour équilibrer.»

Les étudiants étrangers comparent cette soudaine hausse de frais de scolarité à la brisure d'un contrat: «Pour les étudiants qui sont déjà inscrits et qui sont en deuxième ou troisième année de leur baccalauréat, ça bouleverse leur cycle scolaire, remarque l'ancien secrétaire de la CIE, Souleymane Diallo.

«Certains étudiants ne pourront pas se le permettre. En plus du loyer, de la nourriture, des vêtements, ce n'est plus à leur portée», ajoute Mohamed Nour qui a déjà entendu des échos d'étudiants qui pensent retourner dans leur pays d'origine. Les étudiants étrangers forment 2,5 % de la population étudiante du CUSB.

Le président actuel de l'Association des étudiant.e.s du CUSB, José François, et son

successeur, Réal Déquier, ont discuté de la question avec la ministre le 19 mars. «Elle ne bouge pas, relate José François. On lui a demandé d'exclure les étudiants qui étaient déjà inscrits parce qu'ils ne s'attendaient pas à ça quand ils sont venus, mais il n'en est pas question. Elle nous a suggéré de parler à nos propres universités pour créer des bourses pour aider ces étudiants.» Une suggestion que l'AECUSB a bien l'intention de poursuivre.

Luc Bourgeois, étudiant en agriculture, admet qu'il y a une distinction à faire pour les cycles supérieurs, où la plupart des universités n'ont pas de frais différentiels. «À ce niveau, on n'est pas ici seulement pour étudier; on fait beaucoup de recherche qui est, dans le fond, du travail pour la communauté. Dans mon cas, jusqu'à présent, j'ai travaillé sur la qualité des semences (maîtrise) et maintenant je travaille avec les mauvaises herbes résistantes aux herbicides. C'est un grand problème déjà pour les agriculteurs d'ici.»

Il signale que plusieurs

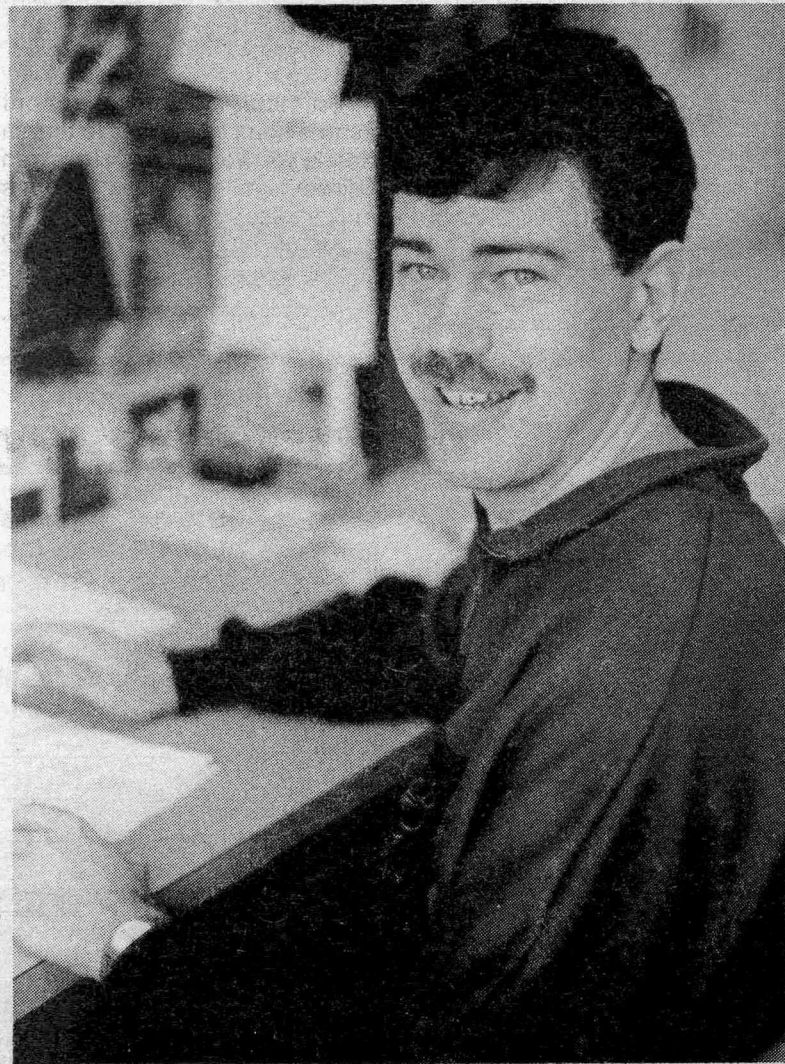


photo: Karine Beaudette

Luc Bourgeois, venu de la France, a complété sa maîtrise en agriculture en décembre 1992 avec l'Université du Manitoba. Il a entrepris son doctorat en janvier. «Toute cette question soulève un peu de racisme. Depuis que je suis ici, c'est la première fois que je le ressens.»

départements de l'Université du Manitoba seront touchés, particulièrement ceux qui emploient le plus grand nombre d'étudiants étrangers aux cycles supérieurs, soit les facultés de génie, de médecine et d'agriculture. «Beaucoup de professeurs ont investi de l'argent et des ressources dans des projets de recherche entrepris par ces étudiants.»

Luc Bourgeois, venu de l'Alsa-

ce, croit d'ailleurs que l'imposition de frais différentiels ne récupérera pas d'argent comme l'espère le gouvernement puisque les inscriptions venant de l'étranger baisseront considérablement, comme l'ont constaté d'autres universités qui ont ainsi perdu entre 30 et 50 % de leur effectif d'étudiants étrangers. Le Manitoba compte environ 1 700 étudiants étrangers actuellement.

Souleymane Diallo pense que la réputation du CUSB, en particulier, va subir des conséquences: «Les étudiants iront dans les grandes villes, comme au Québec, où il y a plus de choix et plus de facultés, aux niveaux des maîtrises et des doctorats surtout.» La CIE, qui compte une trentaine de membres, songe à exprimer son mécontentement par une pétition.

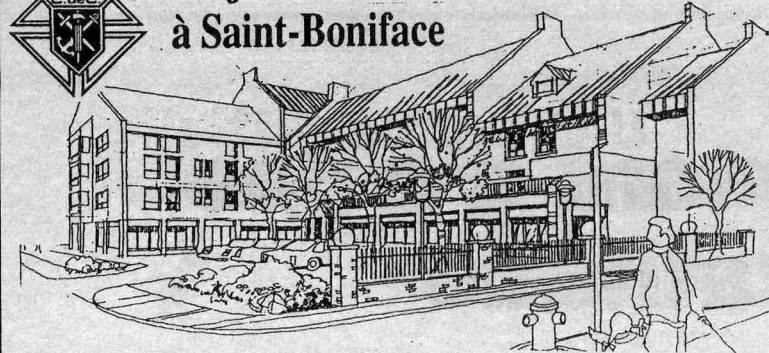
«Terre-Neuve et le Manitoba étaient les deux seules provinces qui n'avaient pas de frais différentiels jusqu'à présent, indique José François. Si c'est une consolation, la ministre a dit que les frais vont continuer à être parmi les plus bas au Canada.» Il cite en exemple le Québec où les frais sont cinq fois plus élevés pour les étudiants internationaux.

Mais il pense que les effets de l'augmentation se feront tout de même sentir à Saint-Boniface: «Ça va décourager des étudiants internationaux de venir ici, ou au Canada. L'absence de frais différentiels était une des choses qui attiraient du monde ici.»

Karine BEAUDETTE



Projet des Chevaliers de Colomb à Saint-Boniface



Les Chevaliers de Colomb du Conseil Saint-Boniface proposent à la communauté francophone un foyer pour personnes âgées de 55 ans et plus, sous le concept d'un bail à vie ou participation à la mise de fonds.

Pour de plus amples détails
ou formulaires d'inscription, contacter
Guy Mao (204) 832-3756 ou Omer Lamoureux (204) 237-1476
ou écrire à
Villa Taché Inc., 200, rue Masson, Saint-Boniface, MB R2H 3G1

- Situé à l'angle N.-E. des rues Des Meurons et Bertrand.
- Logements de 1 ou 2 chambres à coucher.
- Beaucoup de commodités, de services et de sécurité.
- Amplement de stationnement.
- Certains locataires à faible revenu pourraient bénéficier d'octrois.
- En phase II, nous projetons un "personal car home" (centre hospitalier).

Réunions d'information
au 210, rue Masson
à 14 h 30

• Le dimanche 4 avril

TOUS BIENVENUS!

UN NOUVEAU COMMUTATEUR TÉLÉPHONIQUE POUR

STE-ROSE-DU-LAC

Plus de 1 000 abonnés de la Société de téléphone du Manitoba à Sainte-Rose-du-Lac (préfixe 447) profitent désormais des avantages d'un nouveau commutateur numérique.

Avantages immédiats:

Le commutateur numérique permet d'accroître la qualité de la transmission de la voix et d'améliorer la rapidité, la fiabilité et l'efficacité du service téléphonique.

Avantages futurs:

Le commutateur numérique permet également de franchir la première étape en vue d'offrir le service de ligne individuelle à votre collectivité. Les abonnés de ligne individuelle auront accès aux services personnalisés suivants:

- Mise en attente
- Renvoi automatique des appels
- Composition abrégée
- Conférence à trois
- Sonnerie spéciale

Cette mesure fait partie des services de l'avenir, un programme de la Société de téléphone du Manitoba qui vise à offrir à tous les Manitobains des télécommunications à la fine pointe du progrès. Dans votre collectivité, tout commence par l'installation du nouveau commutateur numérique.





PRIVY COUNCIL OFFICE

Government Operations and Labour Relations Secretariat

BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ

Secrétariat des opérations gouvernementales et relations de travail

Date: le 12 mai

Fax Message/
Envoi par télécopie

Destinataire: Suzanne Laflamme Fax: 994-1918
To: Tel: 953-6580

Nombre de pages: 3
Number of Pages:

De: Louise Rocque Fax: (613) 957-5003
From: Tel: (613) 957-5102

Message: Tel que discuté.

Ebauche

GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE AU MANITOBA

(Pour information)

RÉSUMÉ

- ° Suite à votre requête, la présente a pour but de vous fournir de l'information quant à la mise en oeuvre de la gestion scolaire des francophones au Manitoba.
- ° Une entente avec le Manitoba sur la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone n'a pas encore été conclue. Le ministère du Patrimoine canadien est à revoir la question du financement afin de renouveler une offre à la province. Il semblerait, cependant, que celui-ci ne pourra pas satisfaire la demande du Manitoba compte tenu des restrictions budgétaires.

Contexte

- ° En mai 1993, le Gouvernement annonçait une contribution de 112 millions de \$ sur six ans pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire par les francophones et l'amélioration de l'enseignement postsecondaire en français à l'extérieur du Québec.
- ° Des ententes à cet effet ont déjà été signées avec six provinces : l'Alberta, la Saskatchewan, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve. Des négociations sont en cours pour la gestion scolaire avec la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, le Manitoba et la Colombie-Britannique.
- ° En ce qui concerne le Manitoba, le ministère du Patrimoine canadien a évalué, en consultation avec la province, à 35,5 millions de \$ sur six ans les frais de mise en oeuvre de la gestion scolaire, et à 50 pour cent de ce montant, le fédéral prévoyait initialement fournir une contribution de 17,9 million de \$. Par la suite, ce montant a été réduit à 11 million de \$ lorsque les fonds ont été alloués par le Cabinet.

- 2 -

SECRET

Le gouvernement du Manitoba prétend que le montant de la contribution fédérale n'est pas suffisant pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire. Les représentants provinciaux maintiennent que la population d'élèves francophones est supérieure à celles des autres provinces de l'Ouest et que le montant fédéral devrait tenir compte de ~~du nombre de la population d'élèves.~~ *selon ce raisonnement* Le Manitoba devrait donc recevoir du fédéral ~~est~~ 28,6 millions de \$. En outre, la province juge inacceptable que la Saskatchewan et l'Alberta recevront du fédéral pour la gestion scolaire les sommes de 21,9 millions et de 16,2 millions de \$ respectivement, ainsi qu'une somme additionnelle de ~~8 millions de \$~~ *8 M\$* pour l'Alberta pour développer l'enseignement postsecondaire. Il est à noter que le montant de la contribution fédérale a été déterminé en examinant l'état de la mise en oeuvre de la gestion scolaire, les besoins de chaque province et les coûts supplémentaires qu'elles devront assumer pour la réalisation de la gestion scolaire.

Au mois de mars 1994, le Premier ministre Filmon a écrit au Premier ministre ainsi qu'au ministre responsable du Patrimoine canadien. En réponse, le Premier ministre a souligné que la province, sous l'égide du Programme de Langues officielles dans l'enseignement, avait reçu lors du dernier ~~protocole d'entente du gouvernement fédéral~~ 47,9 million de \$, dont ~~28 millions \$~~ *21.8 M\$* pour l'enseignement ~~du~~ français. Le Premier ministre a également souligné que les mesures spéciales sur la gestion scolaire et l'enseignement postsecondaire visent à aider les provinces à se conformer à leurs obligations constitutionnelles en matière d'éducation dans la langue de la minorité et à aider à défrayer les coûts ayant trait à la gestion scolaire. (Il est à noter qu'un projet de réponse semblable à été préparé pour M. Dupuy.)

Les négociations se poursuivent. Le ministère du Patrimoine canadien est à revoir la question de financement afin de renouveler une offre à la province. Cependant, il est peu probable qu'il ne pourra satisfaire la demande du Manitoba compte tenu les restrictions budgétaires.

d'environ 20 millions \$

Prochaines rencontres / étapes ? etc

Merci,

CR

4097-94-180/7

Sheila

PRIVY COUNCIL OFFICE

Government Operations and Labour Relations Secretariat

BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ

Secrétariat des opérations gouvernementales et relations de travail

Date: May 10/94Fax Message/
Envoi par télécopieDestinataire: S. MacDonald
To:Fax: 953-6580Tel: 994-3442Nombre de pages: 2
Number of Pages:De: Louise Rocque
From:

Fax: (613) 957-5003

Tel: (613) 957-5102Message: School Governance in
ManitobaAs discussedThanksLRSecrétariat d'Etat
Direction des langues officielles
dans l'enseignement

MAY 10 1994

3783

Department of Secretary of State
Official Languages in education

The Min's EA Michelle Tisseyre has requested a briefing note on the issue of francophone governance of concern to Manitoba.

On the occasion of her recent trip to Manitoba, Don Leitch, DM to the Premier and Clerk of the Cabinet, flagged it as a serious issue which may erupt in the next couple of weeks. He explained that while the Man govt is proactive supporter of francophone governance in Manitoba, and while Man has twice as many students as Alberta, five times as many as Saskatchewan in French schools, it gets only \$11M from the feds compared to \$22M to Sask and \$24M to Alberta.

Apparently the Premier has written Min Dupuy on the subject. Pls let me know if you need a copy of the letter. The Premier and Min Dupuy are trying to work this issue out so that Man has more comparable funding to the other Prairie provinces. Min Masso's support in resolving the issue was sought.

4091-94-180/7

Langues officielles dans l'enseignement
Official Languages in Education

TRANSMISSION D'UN DOCUMENT - FACSIMILE TRANSMITTAL

Date: 10 mai 1994

À - To:

LOUISE ROCQUE

**Ministère/
Department:**

BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ
Secrétariat des opérations
gouvernementales et relations de
travail

N° tél./Tel. No.: (613) 957-5102

N° télécopieur/Facs No.: (613) 957-5003

Nombre de pages (incluant cette page):

Number of pages (including this page): 7

De - From:

SHEILA MACDONALD

Langues officielles dans
l'enseignement
Secrétariat d'État
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

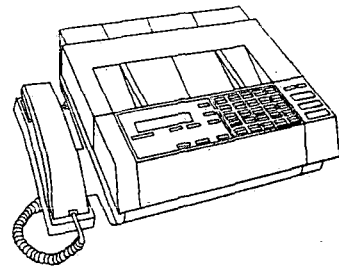
Official Languages in Education
Dept. of the Secretary of State
Ottawa, Ontario
K1A 0M5

N° tél./Tel. No.: (819) 994-3442

N° télécopieur /Facs No.: (819) 953-6580

Observations/

Comments:



Division scolaire franco-manitobaine n° 49

La rentrée scolaire se prépare!

Les élèves seront accueillis par une équipe forte et prête à relever un grand défi avec enthousiasme. Les divers dossiers de mise en oeuvre progressent bien durant les mois d'été. Parmi ceux-ci, mentionnons:

- ✍ Le personnel divisionnaire entre en fonction progressivement;
- ✍ Le bureau divisionnaire est maintenant établi en cinq unités au 112 - 131, boulevard Provencher (982-8950). Les unités sont:
 - Bureau du directeur général
 - Secteur des finances
 - Secteur, Services aux étudiant(e)s
 - Secteur, Programmation et perfectionnement professionnel
 - Secteur, Maintien et transport
- ✍ Les dossiers de tous les membres du personnel nous sont présentement transférés par les divisions scolaires cédantes. À quelques exceptions près, le personnel au niveau provincial est complet.
- ✍ Le système de comptabilité, qui comprend un système de communication informatisé et tous les éléments du fonctionnement financier sera en place dès la mi-août.
- ✍ Une première grande rencontre de la direction des écoles aura lieu le jeudi 18 août à l'école Gabrielle-Roy à compter de 9 h 00. Les sujets traités seront:
 - Politiques divisionnaires
 - Objectifs
 - Fonctionnement
 - finances
 - budget d'école
 - transport
 - calendrier scolaire
 - perfectionnement professionnelet tout autre point qui assurera le bon fonctionnement.
- ✍ À cette même rencontre, les secrétaires d'écoles discuteront des nouveautés en communication et la mise en oeuvre du système d'informatique inter-écoles.
- ✍ La mise en oeuvre de la phase d'accueil verra le jour dès le début septembre.
- ✍ Malgré la complexité du système de transport, celui-ci sera fort bien fonctionnel pour la rentrée.
- ✍ Les travaux s'effectuent sur plusieurs locaux nécessitant des aménagements et/ou améliorations. Notons:
 - Toit aux écoles Taché, Saint-Jean-Baptiste et Notre-Dame-de-Lourdes
 - Nouvelle salle de classe portative à La Broquerie et aménagement d'une nouvelle école à Saint-Georges, ainsi que des rénovations à Saint-Laurent.
- ✍ Le lancement de la 1^{re} année scolaire regroupant tous ceux et celles associés à la Division aura lieu le lundi 29 août. Tous les détails vous seront présentés prochainement.

On a hâte, on sera prêt!

Le directeur général,
Raymond Bisson

[4] From: Roger Farley 7/4/94 10:59AM (1685 bytes: 1 ln)
To: Sheila MacDonald
Subject: Call from Don Leitch

----- Forwarded with Changes -----
From: Susan Scotti at SENIOR-EXECS(SEC) 7/2/94 3:53PM (1085 bytes: 1 ln)
Priority: Urgent
To: Roger Farley at TC10
cc: Marion Craig, Carol Genest at CANADIAN-IDENTITY, Susan Scotti
Subject: Call from Don Leitch

----- Message Contents -----

Sheila

See the message attached from Susan Scotti.

We will have to modify the letter and the memorandum to the Minister.

Carole Genest has the file.

Roger F.

Séparateur Réacheminement

Objet : Call from Don Leitch
Auteur : Susan Scotti à SENIOR-EXECS(SEC)
Date : 94-07-02 15:53

Roger

Roger Collet returned a call from Don Leitch on Thursday. Leitch was calling to advise that the Premier is looking at an amount of \$22M for the Agreement and not the \$15M that Heritage is offering. Roger wants to review the figures when he returns the week of July 11th (for the day on Tuesday the 12th) to see if we can reach a \$15M level. He asked that you add a sentence to the end of the letter to John Carlyle that advises him of the fact that there was a discussion between Collet and Leitch on June 30th and that Collet will get back to Carlyle later in July re: the amount discussed between him and Leitch. Otherwise the letter is o.k.

04/05/94 11:12 SECRETARY OF STATE → 16139539353

201 - 303 Main Street
Winnipeg, Manitoba, R3C 3G7
Tel. (204) 983-3601
Fax. (204) 983-5365

Pièce 201, 303, rue Main
Winnipeg (Manitoba), R3C 3G7
Tél. (204) 983-3601
Fax. (204) 983-5365

FAX TRANSMISSION/TÉLÉCOPIEUR
CANADIAN HERITAGE/PATRIMOINE CANADIEN
MANITOBA

DATE: le 4 avril 1994

TO/A: Renaud Marcotte fax: (819) 953-9353
CLO
DGPLO
HULL

FROM/DE: Diane Leclercq (204) 983-7908
District du Manitoba
WINNIPEG

LOG NO.:

PAGES: 1 + 1

SUBJECT/SUJET: Article paru dans La Liberté du 31 mars
1994 intitulé «Ottawa lésine sur la
formation des parents»

COMMENTS/COMMENTAIRES: Voici la question/réponse que j'ai
préparée à ce sujet. Peux-tu s.t.p.
confirmer que le 35 000 \$ (15 000 \$ +
20 000 \$) pour la FPCP est en effet
approuvé pour le projet de gestion
scolaire?

OPERATOR/OPÉRATRICE: 983-3601

SUJET - ISSUE	DATE: le 5 avril 1994	
OTTAWA LÈSINE SUR LA FORMATION DES PARENTS		
<p>Nous appuyons la formation des parents francophones du Manitoba pour qu'ils puissent assumer leur rôle de gestionnaire et gérer leurs écoles. Ce projet cadre à l'intérieur des subventions déjà accordées en 1993-1994 à la Fédération provinciale des comités de parents reliées à la gestion scolaire.</p> <p>Un montant supplémentaire de 35 000 \$ vient d'être approuvé et s'ajoutera aux subventions de la Fédération pour faciliter son travail relié à la gestion scolaire en 1993-1994.</p>		
SOURCE Article en page 1 de La Liberté (hebdomadaire franco-manitobain) du 31 mars 1994		
RENSEIGNEMENTS - BACKGROUND	SECRET NON	
<p>En 1993-1994, nous avons financé la Fédération provinciale des comités de parents pour sa programmation annuelle (157 500 \$) et pour un projet de développement relatif à la gestion scolaire et au préscolaire (90 000 \$). Nous avons aussi appuyé la Fédération dans le cadre de l'entente bilatérale pour un projet visant la préparation des ayants-droit à l'école française (110 350 \$).</p> <p>Étant donné que la Province du Manitoba a procédé à l'établissement de la nouvelle division scolaire en janvier 1994, la Fédération provinciale des comités de parents a redoublé d'efforts pour former les parents francophones et les préparer à assumer la gestion de leurs écoles.</p> <p>En septembre 1993, la Fédération a demandé à notre ministère de financer un projet de trois ans relié à la gestion scolaire y inclus le projet de formation. Étant donné que la gestion scolaire relève de la Province du Manitoba, nous avons recommandé à la Fédération de demander à la Province du Manitoba pour un appui financier. La Province n'a pas pu appuyer le projet en 1993-1994. La Fédération est donc revenue nous demander des fonds pour réaliser le projet.</p> <p>Un montant supplémentaire de 35 000 \$ a donc été approuvé en 1993-1994 pour la formation des parents en préparation à la gestion scolaire.</p> <p>Nous recommandons à la Fédération de faire demande à la Province du Manitoba et la nouvelle division scolaire francophone pour un appui aux deux prochaines années du projet. Des discussions ont eu lieu entre notre Ministère et la Province du Manitoba qui est disposée à considérer une demande de la Fédération en 1994-1995.</p>		
PRÉPARÉ PAR/PREPARED BY Diane Leclercq Tel./tél. (204) 983-7908	DIRECTEUR/DIRECTOR	S.S.E.A./AUSS

volume 81 n° 1 Saint-Boniface, du 31 mars au 7 avril 1994 Tél.: 23

La Liberté

Gérard Lécuyer est bénévole à la FPCP!

Ottawa lésine sur la formation des parents

C'est comme dire: t'as 16 ans, maintenant, conduis la voiture! On ne peut pas s'attendre à ce que les parents franco-manitobains assument la gestion de leurs écoles sans une formation quelconque.

C'est dans cette perspective que la Fédération provinciale des comités de parents a préparé, à la demande du Secrétariat d'État, un programme de formation de trois ans. Le projet de formation, dont les coûts étaient évalués dans les 100 000 \$, a été soumis d'abord en septembre 1993, puis réduit et soumis de nouveau en janvier 1994.

Mais mars est terminé et il n'y a pas de nouvelles d'Ottawa. «Je suis sans travail depuis le 21 mars», explique le responsable du dossier de la mise en œuvre de la gestion scolaire à la FPCP, Gérard Lécuyer. L'argent n'est pas rentré et on ne peut pas me payer.»

Selon lui, le Secrétariat d'État ne parle plus que de 10 ou 15 000 \$. Pourtant, au départ, les fonds devaient provenir des 112 millions \$ annoncés en mai par la ministre Monique Landry. L'organisme a malgré tout tenu des sessions de formation pour les futurs commissaires au cours de l'automne 1993.

«On nous a dit qu'il y avait dans cette enveloppe des fonds pour faire du travail dans les

communautés, qu'il y avait déjà de l'argent mis de côté pour ça.

«La FPCP avait développé, entre autres, un projet de cohésion, poursuit Gérard Lécuyer, dans le but de donner un sens d'appartenance aux niveaux régional et provincial, par le biais des sports et des arts. Mais on ne peut pas le réaliser.

«Il y a des nouvelles régions dans la Division scolaire: par exemple, il faut développer un sens d'identité entre Saint-Jean, Saint-Léon, Notre-Dame et Saint-Lazare. On a pensé à une série d'échanges, des rassemblements et des tournois dans les régions qui pourraient aboutir à des activités pour toute la Division.»

À la fin, la FPCP a appris que l'argent pour la formation ne sera disponible qu'à la suite d'une éventuelle entente Ottawa-Winnipeg sur la gestion scolaire. La première demande du Manitoba, qui se chiffrait à 30 millions \$, a été rejetée par le fédéral. Les négociations se poursuivent.

Le porte-parole de Patrimoine canadien à Winnipeg n'a pu être rejoint et la responsable des négociations pour Ottawa, Liette Doré, a fait dire qu'elle n'avait pas de commentaire à faire pour le moment.

Jean-Pierre DUBÉ

Post-it[™] FAX TRANSMITTAL MEMO 7671 NO. OF PAGES

TO: <i>Renaud Marcotte</i>	FROM: <i>Diane Leclerc</i>
CO.:	CO.:
DEPT.:	PHONE #:
FAX #: 953-9353	FAX #: (204) 983-5365